

1987

67123

CEA/CARFF/87/(3.4 (iii)

NATIONS UNIES  
COMMISSION ECONOMIQUE POUR  
L'AFRIQUE

**ATRCW  
FILE COPY**

ETUDE SUR LES BESOINS ACTUELS DE RENFORCEMENT DES  
MECANISMES NATIONAUX POUR L'INTEGRATION DES FEMMES  
DANS LES PROJETS DE DEVELOPPEMENT

CETTE ETUDE CONDUITE PAR LA CEA A ETE FINANCEE PAR  
L'INSTRAW

Mars 1987

ETUDE SUR LES BESOINS ACTUELS DE RENFORCEMENT DES MECANISMES  
NATIONAUX POUR L'INTEGRATION DES FEMMES DANS LES  
PROJETS DE DEVELOPPEMENT

## Introduction

La présente étude s'inscrit dans le cadre de l'étude globale INSTRAW/CEA sur les besoins actuels de renforcement des mécanismes nationaux pour l'intégration des femmes dans les projets de développement.

Comme vous le savez, depuis 1975, le Centre africain de recherche et de formation pour la femme (CARFF) a inclus au programme de ses activités la création et le renforcement des mécanismes nationaux pour l'intégration des femmes au développement. Les activités de ce programme se sont organisées autour de séminaires d'information sur les mécanismes nationaux, de sessions de formation aux techniques d'élaboration, d'exécution de projets, de services consultatifs pour la création des mécanismes nationaux. C'est ainsi que, tout au long de la Décennie des Nations Unies pour la femme, une chaîne de mécanismes s'est organisée depuis le niveau national jusqu'au niveau régional en passant par le niveau sous-régional avec des termes de références claires et un programme de travail mis en oeuvre au niveau régional par le CARFF et au niveau sous-régional, à travers les Centres Multinationaux de Coopération technique (MULPOCs).

L'idée qui a présidé à la création d'une telle chaîne était de pouvoir tenir à la disposition des Etats de la région africaine un service d'appui qui jouerait un rôle de catalyseur dans la mise en oeuvre de différentes recommandations aussi bien des grandes instances internationales concernées par l'intégration des femmes au développement que par celles consécutives aux réunions régionales, sous-régionales et nationales. Dans cette perspective des efforts importants ont été fournis par les gouvernements africains, les femmes africaines elles-mêmes et les Agences de la coopération bilatérale : USAID, Belgique, SIDA pour ne citer que ceux-là aussi par des Agences de la famille des Nations Unies telle le PNUD, et le Fond des Nations Unies pour la femme (UNIFEM).

On constatera donc que les efforts fournis sont passés de l'aspect purement structurel pour se porter sur la nature et les types de programmes et leur contenu sans vouloir dire pour autant que la question relative à la nature et aux fonctions du mécanisme national pour les femmes ait reçu une réponse satisfaisante pour tous les pays.

La preuve en est donnée par les mutations connues par les mécanismes nationaux de 1975 à ce jour.

La présente étude se situe dans un contexte africain défini par les Stratégies d'Arusha, les Stratégies propectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme et le Plan d'action des Nations Unies pour le Redressement économique de l'Afrique de l'OUA, où de nouvelles performances doivent être réalisées par les mécanismes de Suivi de la Session spéciale des Nations Unies dans chaque pays, avec une contribution des femmes au niveau sectoriel qu'au niveau global. Cela veut dire en terme de promotion de femmes, une augmentation délibérée de la visibilité des femmes au niveau de la prise des décisions mais aussi en terme participation aux résultats des décisions. Cela implique aussi la libération des ressources humaines et financières considérables comme le montre l'étude présentée sur l'Ethiopie et sur le Zimbabwe.

La disponibilité des expériences dans les domaines considérés permettent d'émettre des hypothèses à partir desquelles, un bon nombre de questions relatives aux objectifs essentiels que l'étude se proposait d'atteindre :

- I. Caractéristiques des mécanismes nationaux.
  - II. Changement intervenus dans les structures des mécanismes nationaux depuis 1975.
  - III. Proposition pour la localisation des mécanismes nationaux dans les structures gouvernementales.
  - IV. Propositions de stratégies pour les mécanismes nationaux concernant:
    - la formation;
    - l'information;
    - la coopération avec les services techniques gouvernementaux.
- I. Caractéristiques des mécanismes nationaux d'intégration des femmes au développement en Afrique.

Pour la commodité du raisonnement nous proposons de retenir les types de mécanismes nationaux que le CARFF avait retenu lors du séminaire régional sur les mécanismes nationaux. Il s'agit :

- 3 -

- 1- des mécanismes nationaux à caractère essentiellement politique;
- 2- des Conseils commissions nationales et bureaux pour la femme;
- 3- des Associations, Fédérations et autres types de groupements de femmes;
- 4- des Ministères de la Condition féminine;
- 5- des départements ministériels;
- 6- des ONG.

Avant d'en venir à l'examen des caractéristiques de chaque type de mécanismes nationaux sous différents aspects, il convient de noter que dans l'ensemble en Afrique, les mécanismes nationaux pour l'intégration des femmes présentent les caractéristiques communes suivantes :

- 1- les mécanismes nationaux pour les femmes sont évolutif dans leur structures, ils ont un caractère provisoire;
- 2- ils sont plus vulnérables à l'impact de la conjoncture internationale sur le pays que d'autres structures sectorielles;
- 3- leur fonctionnement dépend largement de ressources extérieures au pays (ressources bilatérales-internationales ou/et non gouvernementales;
- 4- insuffisance de la formation technique des femmes leaders. Même formées, elles ne sont pas toujours au fait des orientations économiques fondamentales nationales, régionales, sous-régionales ou internationales. A ce niveau la difficulté augmente avec la position excentrique du mécanisme par rapport au pays, aux lieux géométriques des événements économiques qui sont le ministère du Plan, ou les institutions sous-régionales et régionales. Ainsi donc, les femmes leaders au fait, des politiques sous-régionales, en savent peu au niveau régional et international; ce qui explique l'absence continue ou discontinue injustifiable des femmes africaines dans certaines instances pour donner leurs vues sur les actions engagées en leur nom et pour elles.
- 5- les mécanismes nationaux pour les femmes sont insuffisamment reliés :
  - aux services nationaux de la planification;

- 4 -

- aux institutions internationales de mise en oeuvre des recommandations des grandes réunions régionales et internationales en faveur de la promotion des femmes.

Du point de vue spécifique on trouvera dans les tableaux ci-dessous les caractéristiques de chaque type de mécanisme national qu'il s'agisse du point de vue structurel, du point de vue de l'action (programme - ou du point de vue des ressources financières utilisées dans la mise en oeuvre des actions).

## II. Changements intervenus dans les structures des mécanismes nationaux en Afrique depuis 1975.

Rares sont les pays africains qui depuis l'Année internationale de la femme (1'AIF) ont maintenu les mêmes structures de mécanisme national pour les femmes au cours de la Décennie des Nations Unies pour les femmes :

- la majorité des pays qui disposaient d'un ministère technique en ont fait des départements ministériels;
- quelque uns ont transformé un mécanisme national essentiellement politique en département ministériel ou en ministère technique;
- bon nombre ont conservés les formes associatives en améliorant les infrastructures matérielles.

Quel que soit le cas considéré, la participation des femmes au développement n'est pas encore effective. Quel que soit aussi le changement qui a pu être induit ici ou là, ils reflètent dans leur ensemble une "certaine passivité" des femmes ou tout au moins une limitation de la marge de suggestion, de proposition ou de manoeuvre des femmes quant au cadre, aux voies et moyens de l'amélioration des modalités de leur contribution au développement national. Les explications d'une telle situation sont à rechercher donc auprès des femmes elles-mêmes d'abord, ensuite dans les systèmes de valeurs culturelles en cours dans les sociétés nationales, enfin dans les structures économiques et politiques en place dans les pays; sans oublier la position occupée par les femmes par rapport à ces différentes données.

- 5 -

TABIEAU DES CARACTERISTIQUES DES MECANISMES NATIONAUX

Type de mécanismes nationaux	Caractéristiques structurelles	Caractéristiques des Actions	Caractéristiques des Ressources pour l'action
1. Mécanisme national à caractère essentielle-ment politique.	A structuration calquée sur le découpage politique	Propagande - Festivités et autres activités populaires.	Cotisation + Subvention
2. Conseils, Commissions nationales et bureaux pour la femme	A structuration à ramification variables liée au rayon d'intervention du mécanisme	Petits projets spécifiques avec possibilité de profit en numéraire pour les femmes Action Associative ou en coopération.	Cotisation, sources de financement Extérieure gouvernementale et non gouvernementale.
3. Les associations, les fédérations et autres types de groupements de femmes.	Structuration variable	Actions ponctuelles spécifiques pour les femmes avec actions peu directement rémunérations, coopératives etc.	Cotisation, assistance bilatérale et ONG.
4. Les ministères	Structuration technico-administrative claire	Programmes et projets nationaux sous impact notable sur le revenu national observable.	Ressources essentiellement gouvernementale ou internationale du mixte avec possibilité d'assistance importante des institutions bilatérales de financement.
5. Les départements ministériels.	Structuration largement dépendante du ministère de Tutelle.	Initiation de projets sporadiques sans perspective d'extension.	Ressources gouvernementales faiblement mixtes.
6. Les ONG	Souple orientée vers l'opérationnalité dans l'action	Actions ponctuelles sans perspective d'extension caractère démonstratifs.	Ressources propres aux ONG + ONG Internationales.

- 6 -

TABLEAU DES CARACTERISTIQUES DES MECANISMES NATIONAUX

Types de mécanismes nationaux	Lieu d'intervention	Visibilité dans le plan national de développement	Remarques
1. Mécanisme national à caractère <u>essentielle-</u> <u>ment politique</u>	Mobilisation des masses populaires à travers les femmes	Null	- ni les subventions ni les ressources ne permettent pas d'avoir un impact. Les objectifs de performance présentent peu de caractéristiques techniques pour le département.
2. Conseils, Commission nationale et bureaux pour la femme	Actions spécifiques pour les femmes	Possible	-
3. Les associations, les fédérations et autres types de groupements de femmes.	Variable selon le statut	Null	L'importance des facteurs culturelles plus grandes.
4. Les ministères	<u>Programme national</u> pour les femmes ou projet pour les femmes	Grande en terme d'objectif et d'allocations de ressources mais pas dans les résultats.	Les stratégies ne sont pas très claires et ne sont pas clairement reliées aux plans nationaux ni aux grandes stratégies régionales ou internationales. Dépendance de la gestion.
5. Les départements ministériels	Projets spécifiques avec incidence secondaire sur les femmes	Possible à travers l'affectation des ressources sans visibilité dans les résultats.	- Absorption des préoccupations des femmes dans les considérations globales/sectorielles.
6. Les ONG.	Projets spécifiques pour les femmes et volet femmes dans les <u>projets ponctuels</u>	Sans visibilité dans le plan mais avec un impact sur la qualité de la vie des communautés impliquées dans les actions.	Autonomie relativement grande de la gestion et de l'administration des actions pour les femmes.



- 7 -

Il est arrivé bien des fois au cours de la Décennie, de remarquer dans les pays africains, la coexistence d'un mécanisme national politique, avec un mécanisme technique national. Les relations entre ces deux types de mécanisme si, elles sont claires au niveau théorique, le deviennent moins au niveau pratique. Qui conçoit les projets et les programmes pour les soumettre à quelle instance de décision finale? Qui connaît les sources de financement? Qui est connu et accepté par les sources de financement notamment bilatérales et parfois internationales pour réussir une mobilisation et une utilisation efficace des ressources. La délicatesse d'une telle situation n'a pas échappé aux femmes leaders africaines elles-mêmes, notamment les techniciennes, certaines d'entre elles ont alors fait de grands efforts pour amener le gouvernement à accepter de réunir les instances politiques et techniques sous une même direction. Il est intéressant de pouvoir constater que chaque fois qu'une telle situation s'est présentée, elle a été tranchée en faveur de la femme leader de l'instance qui présente une dimension politique nationale plus grande, capable en réalité de jouer un rôle de mobilisation politique, chaque fois que cela se révèle nécessaire. Dans de telles conditions la question fondamentale revient à se demander comment, où et quand être femme leader techniquement, hautement compétente et efficace en donnant des appaisements politiques suffisamment solides, tout en oeuvrant techniquement à la promotion réelle des femmes dans un environnement socio-politique et culturel délicat? Ainsi donc, à un premier stade, le besoin de changement de type de mécanisme national peut résulter des tensions et des conflits entre le mécanisme national pour les femmes et d'autres groupes de femmes. Dans ces cas, la participation des hommes qui sont les décideurs en dernière analyse, se traduit soit par une transformation d'un ministère en département ministériel, soit par une fusion du mécanisme national technique avec le mécanisme politique et comme cela a été déjà dit, la plupart des cas la décision sera prise en faveur de la femme leader qui donne le plus garanti à la classe politique au pouvoir.

- 9 -

relations qui commandent la vie socio-politique et économique. Certe, qu'il n'en va pas autrement dans les sociétés non africaines, mais il se trouve qu'en Afrique, compte tenu de leur faiblesse ou de leur fragilité socio-économique, une telle situation fait que la politique finit par pénétrer les valeurs socio-culturelles, accuse la suprématie du politique sur le technique. Les femmes qui commencent seulement à paître sur le devant de la scène de la vie sociale, notamment politique et économique sont amenées à accorder plus d'attention au jeu politique qu'à la réalité technico-économique. Cela explique, en grande partie que malgré l'importance de l'effort fourni par les femmes africaines et leurs gouvernements l'impact des mécanismes nationaux sur la vie des femmes, notamment, celles des milieux ruraux soit peu satisfaisant.

On notera aussi que dans chaque pays, chaque femme leader au sommet ou chaque groupe de femmes leaders ont rouverte une manière de réponse qui reste spécifique à son environnement, non transférable d'une génération de femmes à une autre génération dans le même pays, encore moins d'un pays africain à un autre, quel que soit les régions ou les populations considérées.

Dans les changements connus par les mécanismes nationaux d'intégration des femmes au développement, il convient de noter que les principales raisons invoquées sont :

- 1- la conjoncture économique, autrement dit les difficultés budgétaires d'un gouvernement, qui, s'il est obligé de reconsidérer ses priorités, commencera dans la plupart des cas à éliminer les actions relatives à la promotion des femmes en tant que telle;
- 2- Les changements dans la classe politique qui gouverne;
- 3- la faiblesse du mécanisme national pour porter son action au niveau technique requis par traitement des questions relatives au développement.

### III. Proposition pour la localisation des mécanismes nationaux dans les structures gouvernementales.

A la fin du séminaire régional organisé en novembre 1983 à Addis Abeba par la CEA, il était apparu que le mécanisme national pour l'intégration de la femme au développement devait de toutes les manières:

- 10 -

- 1- faire partie de l'appareil du gouvernement;
- 2- être situé au niveau le plus élevé possible de manière à jouer un rôle de promotion et de coordination de programmes et d'action en faveur de la femme dans tous les secteurs et domaines où cela paraît nécessaire pour le bien-être de la communauté nationale;
- 3- rester l'expression de la souveraineté nationale du pays.

Cette situation demeure inchangée cependant pour accélérer le processus de prise en considération effective et efficace des actions des femmes africaines dans le ministère du Plan ou dans le mécanisme national qui aurait pour tâche essentielle la coordination des actions en faveur de la femme avec le Plan national de développement sur une base permanente, ce point focal fonctionnerait à la manière d'un tableau de bord capable d'indiquer aux femmes la direction à emprunter ainsi que les actions à engager pour augmenter leur contribution au développement national. De la même manière, ce point focal devrait être en mesure de signaler au service de la planification nationale, là où la composante féminine a été oubliée ou insuffisamment utilisée pour accroître la contribution des femmes aux actions et aux bénéfices du développement national. Ce point focal aurait l'avantage d'être purement technique, il fonctionnerait à la manière d'une courroie de transmission du flux des informations entre le mécanisme national quel qu'en soit le type, la structure et le service national chargés de la planification et de la mise en oeuvre des actions du développement. Ce point focal en plus de son action nationale et sectorielle à ce niveau devrait pouvoir établir le pont indispensable avec le niveau sous-régional, régional et international étant entendu que l'action au niveau national tient compte des actions menées ou à mener au niveau local provincial ou départemental et national.

#### IV. Stratégies pour les mécanismes nationaux

##### a) En matière de formation

On peut affirmer après plus de 10 années d'activités de formation des femmes leaders des mécanismes nationaux que 3 types de formation doivent être envisagée :

1- une formation qui serait plutôt une manière de programme de recyclage des femmes leaders au niveau le plus élevé/Ministres, Vice Ministres, Commissaires d'Etat, Ministres d'Etat etc. dans les domaines de la planification et de la programmation ainsi que dans les domaines de la gestion et de l'administration des projets et programmes. Ce sont là, les domaines où des connaissances mises à jour et un savoir faire sont indispensables pour rendre effectif et efficace l'administration d'un ministère ou d'un service chargé de la promotion des femmes. Compte tenu du calendrier trop chargé de ces personnalités, autrement dit, de la brièveté du temps que ces personnes peuvent libérer pour suivre un cours de recyclage sous forme de séminaire de 5 jours, des cours enregistrés sur cassette ou encore établis sur fiches pourraient être conçus, il va de soit que les deux dernières formules auront peu d'impact pour les raisons de temps déjà mentionnées ci-dessus.

b) En matière d'information

La plupart des mécanismes nationaux ont, pour répondre au problème de l'information sur les femmes, adopté la formule de publication d'un bulletin mensuel. Le bulletin de par sa composition, de par sa présentation et son coût à une portée qui se limite aux intellectuels (hommes et femmes). Ces bulletins sont davantage des revues dont les liens avec le développement sont à créer et à renforcer. Ici il convient de noter qu'une revue est une revue, et l'on ne peut pas lui demander de jouer les fonctions, d'autres supports tels que les dépliants, les affiches etc.

Autrement dit, si l'on admet que la majorité des femmes africaines se situent en milieu rural et qu'elles sont concernées davantage par les actions se rapportant à la production agricole y compris l'élevage et la pêche, si l'on sait que la majorité de ces femmes sont analphabètes, enfin, si l'on reconnaît la nécessité de les voir intégrées dans les temps forts des actions du développement, alors, on acceptera de rechercher de nouveaux réseaux et de nouveaux supports de la circulation des informations sur les actions du développement, c'est-à-dire, des moyens audio-visuels simples, capables d'impact à coup sûr. Les sketches à la radio, la création de centre d'écoute d'émission de télévision en circuit fermé, des affiches murales, des pièces de théâtre etc.

- 12 -

L'utilisation des circuits et des supports traditionnels de l'information est indispensable notamment en milieu rural sur les marchés ruraux, autour des points d'eau ou encore sur les lieux de cérémonies familiales tels que les baptêmes et les mariages.

V. La coopération avec les services techniques gouvernementaux

La collaboration avec la plupart des services techniques est inexistante dans la majorité des pays ou si elle existe elle ne se traduit pas par l'augmentation de l'opérationnalité du mécanisme national pour l'intégration des femmes au développement de manière à permettre une amélioration des conditions de travail, de la qualité et du volume des revenus des activités entreprises.

Il arrive que lorsque les mécanismes nationaux font appel au ministère du Plan, aux experts du ministère des Affaires sociales ou d'un tout autre ministère technique, ce soit de manière ponctuelle, pour avoir l'aval du ministère; moins que, pour des actions de fond, par exemple pour avoir un impact élargi sur les femmes notamment, les paysannes concernées par la production agricole vivrière par exemple.

L'esprit de la coopération entre les services techniques devient difficile dans un environnement administratif où les objectifs de performances diffèrent d'un département à l'autre, et d'un service à l'autre; en fonction de la personnalité du leader.

Les raisons de la difficulté de la coopération technique nationale au sujet des femmes vient aussi du fait que :

- les départements techniques sont peu ou pas informés de ce que sont les femmes en termes de production réelle, en termes économiques ici, il importe de faire une différence entre le fait d'émettre de temps à autre une émission télévisée et établir un réseau de communication continu avec les autres services et assurer l'alimentation de ce réseau. Cela, sans parler de la qualité des messages transmis et de leur adaptation aux destinataires finaux.

- 13 -

A ce titre, il serait intéressant de connaître ce qui a été fait par des mécanismes nationaux pour la vulgarisation du Plan d'action de Mexico, du Programme d'action de Copenhague, et, de ce qui est fait pour que les Stratégies d'Arusha, les Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme, enfin, l'APPER et le Plan d'action des Nations Unies pour la solution de la crise en Afrique et qui permettront de combler les lacunes de la Décennie, puis, contribuer en termes réels à la constitution de la base des économies nationales, soit à travers un programme agricole vivrier, soit à travers la mise en place de petites unités industrielles coopératives ou individuelles etc.

Un autre aspect de la difficulté de la coopération technique entre les services gouvernementaux et les mécanismes nationaux pour les femmes réside dans la dimension politique de ceux-ci, qui font qu'ils sont souvent craints en raison de leur capacité de mobilisation pour appuyer un candidat à tel ou tel poste politique.

Il s'en suit qu'au lieu de chercher les voies et moyens pour répondre à un problème rencontré par les femmes et la société nationale en terme de développement, les fonctionnaires des dits services réagissent en disant : "Hé bien, c'est ça qu'elles veulent, donnez-leur pourvu qu'on ait la Paix"! Tant que l'on ne prendra pas le temps d'étudier sérieusement les comportements psycho-socio des leaders nationaux, des femmes leaders, elles-mêmes, des experts chargés de les assister, il deviendra difficile d'échapper à une situation continuellement faite d'indéquate sous le regard de plus en plus désabusé des populations rurales.

Le Zimbabwe qui est l'un des pays visité pour cette étude a été parfaitement conscient de la situation, et le Secrétaire permanent au Développement communautaire et de la Condition féminine, a très rapidement après la Conférence de Nairobi soumis les Stratégies prospectives de Nairobi aux différents services ministériels en leur demandant comment ils envisageaient leur contribution à la mise en oeuvre. On trouvera en annexe le tableau des réponses obtenues.

- 14 -

Ce qui est certain, d'un autre côté, et cela, on le découvre par expérience, c'est que, même avec un stock d'informations adéquates, les services techniques ne parviennent pas à fonctionner efficacement pour la prise en compte réelle des femmes dans les projets et programmes de développement. Cela a-t-il un lien avec la position occupée par les femmes dans la famille, dans les différents groupes culturels, la femme se trouve marginalisée, quelle que soit sa contribution réelle en terme monétaire et non monétaire, il deviendra donc difficile sinon impossible de prétendre à une quelconque visibilité au niveau macro-social, macro-économique. Dans ces conditions, les approches partielles et sectorielles deviennent confortables pour tout le monde :

- pour les femmes elles-mêmes qui ont du mal à suivre et comprendre les questions économiques du développement.

Ici, on est alors amené aussi, à se demander quel cadre rigoureux et opérationnel le système des Nations Unies a mis en place pour venir à bout de la compétition inter-agences qui ne vaut pas mieux que la compétition entre les services d'une part, d'autre part, pour aider les femmes qui ont été mobilisées sous leur bannière et qui, de toutes les manières, ne doivent pas être pénalisées parcequ'elles sont sur le continent africain reconnu par tous comme le continent de la Misère, de la Famine, parcequ'elles ont cru qu'avec les Nations Unies, l'intégration des femmes aux activités du développement deviendrait une réalité.

## L'ETHIOPIE

Superficie	1 222 000 Km <sup>2</sup>
Population totale	45 958 716
Population féminine	22 960 290
Taux de croissance de la population	188 %
Taux de scolarisation	39 %
Taux d'alphabétisation des femmes	50,9 %
Taux d'inflation pour les femmes	18,4 % en 84
Espérance de vie pour les hommes	41 ans
Espérance de vie pour les femmes	46 ans

C'est par le décret N° 188/80 de juillet 1980 que le gouvernement a décidé de la création de l'Association révolutionnaire des femmes d'Ethiopie (Revelutionary Ethiopia Women's Association - REWA).

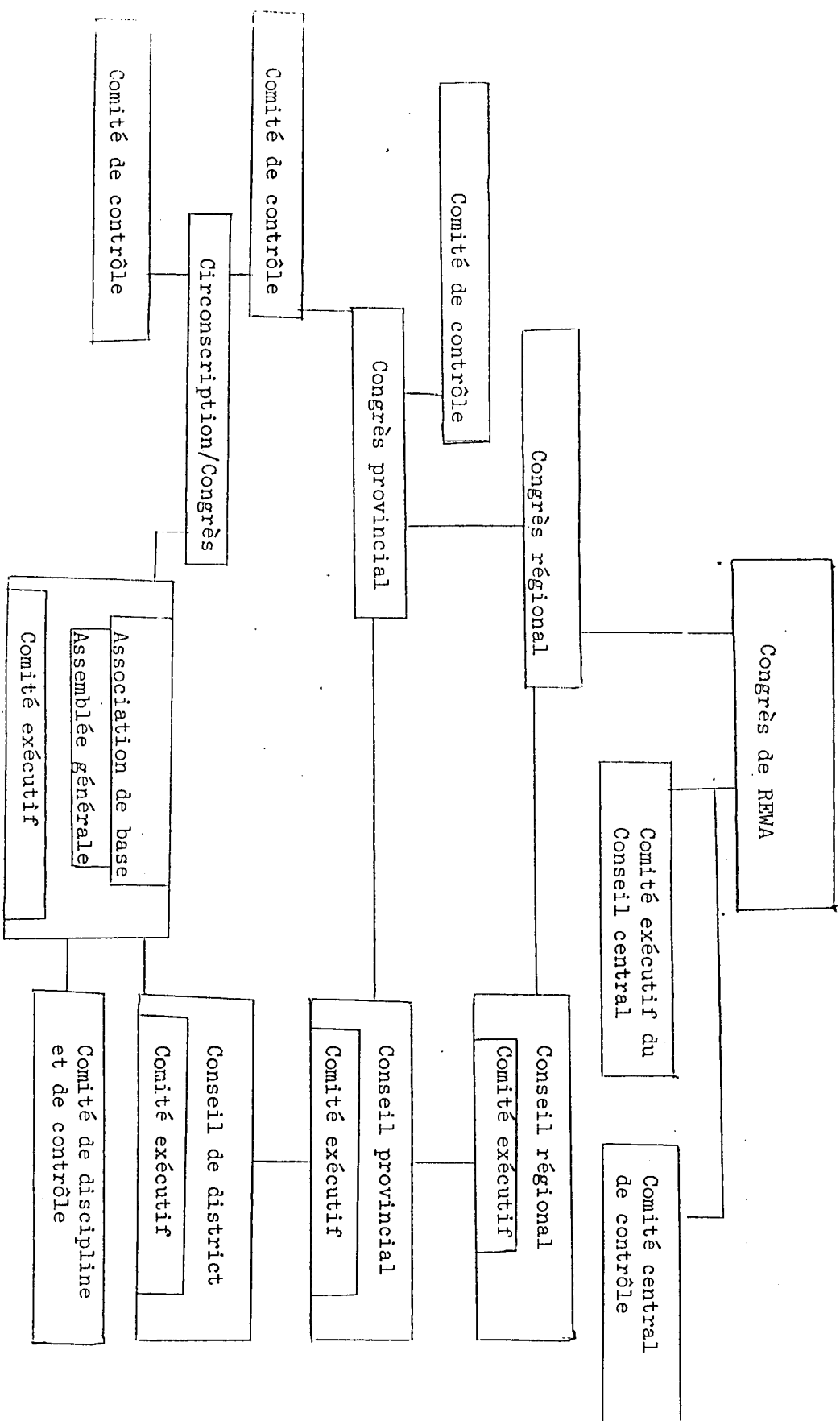
## STRUCTURE

La structure de l'Association révolutionnaire des femmes d'Ethiopie s'articule sur cinq niveaux qui sont aussi ceux autour desquels s'organise le Parti des travailleurs d'Ethiopie. L'instance suprême de REWA est constituée par le Congrès national, puis viennent après le Congrès régional, provinciale du district et l'association de base. A chacun de ces niveaux, on trouve des structures de contrôle, de discipline et d'exécution comme le montre le tableau ci-dessous.



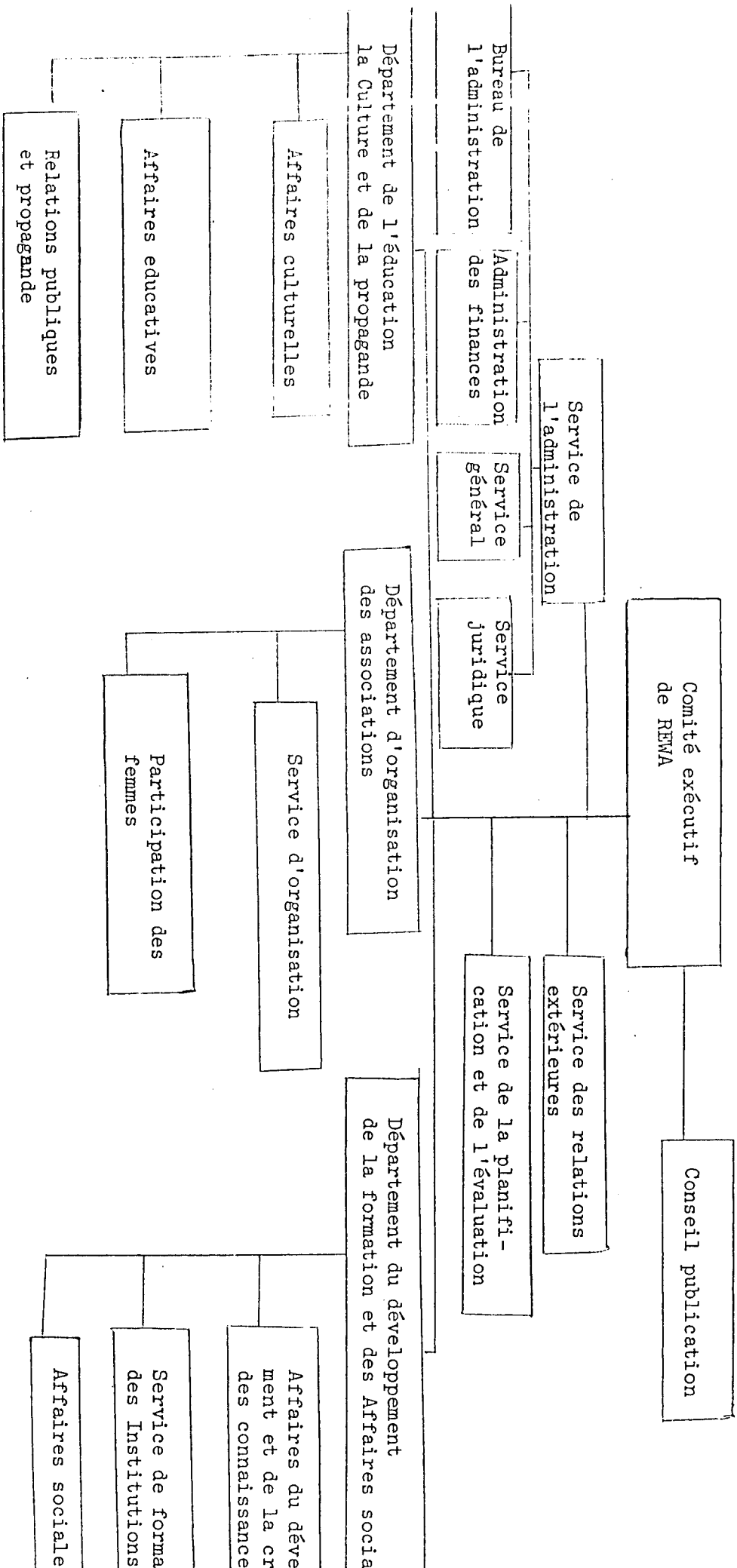
- 16 -

## STRUCTURE DE L'ORGANISATION DE L'ASSOCIATION REVOLUTIONNAIRE DES FEMMES D'ETHIOPIE



L'ORGANIGRAMME DU BUREAU DE REMA

CEA/CARFF/87/(3.4 (111)



- 18 -

Le Congrès se réunit au niveau national tous les deux ans, au niveau régional tous les ans, au niveau provincial tous les quatre mois, alors que les Conseils quant à eux se réunissent au niveau national tous les six mois, au niveau régional tous les quatre mois et au niveau provincial tous les trois mois. REWA s'organise autour d'un réseau de 16 régions, 113 provinces, 585 districts et 21 048 communautés de base (primary associations) pour lesquels, il faut compter 5,2 millions de membres.

#### LES OBJECTIFS DE REWA ( 1/ )

REWA a pour préoccupation d'assurer l'implication des femmes dans les activités nationales aussi bien dans le domaine politique, économique que social à travers les principaux objectifs suivants :

- propager auprès des femmes la théorie du socialisme scientifique de manière à élever leur conscience politique et les valeurs morales;
- préparer les femmes à occuper la position qui est la leur dans la société et les amener à une participation active dans les activités de production sociale;
- tout mettre en oeuvre pour que les droits des femmes en tant que mère soient reconnus, aussi bien pour elles-mêmes que pour leurs enfants;
- libérer les femmes de la dépendance politique économique et sociale de manière à les rendre prêtes à serrer les coudes avec leurs alliés de classe pour participer totalement à la lutte de construction de l'Ethiopie socialiste.

#### LES TACHES ET LES RESPONSABILITES DE REWA

REWA agit sous la direction politique, idéologique et organisationnelle de la Commission pour l'organisation du Parti des travailleurs d'Ethiopie (COPWE). Les principales tâches de REWA sont les suivantes :

- Permettre la mise en oeuvre du Programme de la révolution démocratique nationale, préserver les acquis de la Révolution et défendre la Patrie contre les attaques internes et externes des forces réactionnaires;
- aider les femmes à élever le niveau de leurs connaissances ainsi que

1/ Voir Women in Ethiopia page 25 - 30 REWA 35 pages.

celui des valeurs morales en participant à la campagne nationale d'alphabétisation de même qu'à leurs activités

- tout mettre en oeuvre pour assurer aux femmes la disponibilité des connaissances et des possibilités qui fassent d'elles des citoyennes productrices dans la mesure ou des conditions de travail appropriées leurs seraient garanties;
- fournir tous les efforts requis pour garantir des conditions adéquates permettant aux femmes d'assumer leurs responsabilités de mère et de produire une nouvelle génération au moral révolutionnaire mais aussi en collaboration avec les structures concernées par l'expansion des jardins d'enfants
- Eradiquer les us et coutumes et les traditions privant les femmes de leurs droits; participer aux efforts d'élimination de la prostitution et du chômage;
- propager auprès des femmes en accord avec les directives du COPWE, les principes de l'internationalisme prolétarien, participer activement au mouvement démocratique mondial des femmes, coopérer avec les associations qui militent pour la Paix, l'égalité, la liberté nationale, la démocratie, le progrès social, les droits des femmes et le bien-être des enfants;
- préparer les femmes de l'Ethiopie révolutionnaire à faire des sacrifices nécessaires pour permettre l'accomplissement de la mission du COPWE et;
- donner l'éducation requise pour l'agitation auprès des femmes de l'Ethiopie révolutionnaire pour suivre la tactique correcte de lutte en coordonnant leur lutte avec la lutte des classes en cours en collaboration avec les services concernés;
- enfin, REWA doit tout mettre en oeuvre pour coordonner non seulement ses membres mais aussi pour donner la priorité aux femmes d'Ethiopie.

## PROGRAMME D'ACTION DE REWA

En fait REWA se préoccupe davantage de l'orientation des programmes qui s'adressent aux femmes mais qui sont mis en oeuvre par d'autres services techniques par exemple dans le domaine de l'Education et de la formation ainsi que dans le domaine de la Santé.

Dans le domaine de la formation (50 projets) REWA a en plus du programme gouvernemental, son propre programme qui consiste à donner des connaissances aux femmes dans les domaines où le besoin s'en fait sentir mais aussi, il organise des cours de recyclage dans les 57 centres de formation qui existent actuellement. C'est ainsi que REWA a contribué à la formation d'environ 55 401 personnes dont 9 439 dans le domaine de la santé maternelle et infantile, et environ 31 926 agents féminins intervenant dans le domaine de l'alphabetisation des adultes, de l'éducation etc. Concernant la campagne d'alphabetisation où la contribution de REWA a été considérable, à la fin du 4ème cycle d'intervention sur 13 770 894 alphabétisés 6 883 594 étaient des femmes.

Pour ces différentes actions, REWA accède aux femmes de la base en milieu urbain à travers l'Association des résidents de la ville (Urban Dueller Association/UDA) en relation avec l'Association révolutionnaire des jeunes (Révolutionary Youth Association/REYA) alors qu'en milieu rural cela se fait à travers un réseau d'association de paysans.

REWA a collaboré également dans la mise en oeuvre de projets tels que celui de Dadata pour l'aménagement de l'eau (SIDA), dans le projet de l'Institut de Nutrition d'Ethiopie avec l'UNICEF, l'OMS, la CEA, UNIFEM, le CRDI, le Canada, pour ne citer que ceux-là. Les petits projets mis en oeuvre sous la responsabilité directe de REWA se regroupent autour de :

- L'allègement des tâches des femmes à travers :

- l'installation de moulins à écraser le grain;
- la distribution de l'huile pour la consommation;
- la transformation des aliments dans des centres où l'on tient à la disposition des femmes des produits à moitiés cuisinées.

### - Gardereries d'enfants

Pour soulager les mères et leur permettre de participer à d'autres activités de la communauté où elles vivent, REWA encourage la mise en place de jardins d'enfants de même qu'elle en a établi elle-même.

### - Formation - Emploi

Comme cela a été déjà dit ci-dessus REWA s'emploie à améliorer les connaissances et les compétences des femmes à travers des actions de formation, d'initiation et de recyclage suivant les domaines où les besoins s'en font sentir.

Dans le domaine de l'emploi REWA a créé environ 448 comités dans les services gouvernementaux, les entreprises, les centres de formation et les usines pour aider à la promotion des femmes dans ces secteurs et assurer la sauvegarde des droits des femmes en tant que mères et en tant que travailleuses.

### - Sports

REWA a organisé 385 groupes sportifs de jeunes femmes.

### - Les ressources

Pour la mise en oeuvre des actions indiquées ci-dessus REWA en matière de ressources humaines utilise son propre réseau, celui du COPWE et celui des services gouvernementaux.

En matière de ressources financières REWA mobilise des fonds à travers :

- les cotisations 25 % par membres;
- l'assistance du gouvernement pour les locaux, la rémunération complète ou partielle des membres des bureaux de REWA. Sur un total de 321 597 membres élus aux différents niveaux, le gouvernement paye 100 % et la différence par REWA si nécessaire. Tous les membres élus de REWA sont élus et lorsqu'on fait appel à des hommes pour des tâches spécifiques ils sont rémunérés.

Lorsque des personnes employées par le gouvernement sont élues pour une période de deux ans, et si leur salaire initial est supérieur à celui prévu par la grille des rémunérations de REWA, le gouvernement paye le salaire complet pour la période des 2 ans.

- 22 -

Enfin, REWA en plus des sources de financement mentionnées ci-dessus, REWA met en oeuvre des activités génératrices de revenus à travers la gestion de 916 projets comportant des salons de thé, des restaurants, des activités artisanales, des pâtisseries etc. Il convient d'ajouter à cela l'assistance reçue des organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales à travers des projets plus importants tels que celui de Dadata et de l'Institut éthiopien de Nutrition,

#### Activités internationales

REWA coopère avec beaucoup de pays, des pays européens, elle a signé des accords avec les femmes de plusieurs pays socialistes. REWA coopère très étroitement avec le programme en faveur de la femme de la CEA, à travers le CARFF aussi bien que le Mulpoc de Lusaka.

Eléments positifs

- 1 - Existence d'un réseau très ramifié pour la circulation de l'information exploitable aux fins du développement.
- 2 - Prise en charge du personnel élu et travaillant pour les femmes par la communauté, le Parti - le gouvernement.
- 3 - Articulation souple avec les services techniques d'intervention à la base.
- 4 - Grande efficacité en matière d'alphabétisation d'initiation et de formation à la demande.
- 5 - Dynamisme dans l'exploitation des voies et moyens de mobilisation des ressources .
- 6 - Enrôlement du plus grand nombre de femmes.

Eléments négatifs

- 1- Invisibilité d'un programme national articulé sur les secteurs prioritaire du Plan national de développement.
- 2 -Les objectifs de performance se sont pas quantifiés ni dans leurs coûts, ni dans leurs résultats.
- 3- Dépendance des femmes à la base des encadreurs avec les risques importants de limitation des initiatives individuelles en matière de production (agriculture - élevage).
- 4- Trop grand nombre de besoins à satisfaire à la base (Education-Santé Production agricole).
- 5- Trop grand nombre de personnes à sensibiliser, encadrer et engager dans la production avec l'assurance d'un effort d'entraînement.
- 6- Désarticulation entre les projets mis en oeuvre avec les secteurs prioritaires pour le développement national.
- 7- Orientation plus marquée vers la mobilisation, politique que vers des actions de développement proprement dites.



LE ZIMBABWE

Présentation

Superficie	390 759 Km <sup>2</sup>
Population totale	8 175 00
Densité de la population	19,3 Km <sup>2</sup>
Taux de croissance de la population	3,2 %
Espérance de vie	{ 55,7 pour les hommes 59,1 pour les femmes
PNB	4,0 %
Taux d'inflation	10 %
Taux d'alphabétisation	74,6 %
Taux de la dette	64 % en 1985

Les objectifs du plan quinquenal 1986 - 1990

- (a) Transformation de l'économie et de l'expansion économique;
- (b) Réforme agraire et utilisation efficiente de la terre;
- (c) Elevation du niveau de vie de la population entière, en particulier de la population paysanne;
- (d) Augmentation des possibilités d'emploi et développement de la main-d'oeuvre;
- (e) Développement de la science et de la Technologie et;
- (f) Maintien de l'équilibre entre l'environnement et le développement.

Le Ministère du développement communautaire et de la condition féminine

A. Structure

Le ministère comprend deux départements principaux : celui du développement communautaire et celui de la Condition féminine. Les deux départements ont un tronc commun qui comprend : le Secrétariat permanent, le Sous-secrétariat permanent, les services de l'administration et des finances, les services de la planification, des projets et du pré-scolaire.

La direction de la condition féminine comprend le service de la direction et de la sous direction dudit département, le service de la formation, le service de l'égalité des chances, le service des organisations de femmes, le service de la recherche.

Le ministère fonctionne grâce à des ressources financières données par le gouvernement, mais aussi avec des ressources mobilisées à travers la coopération bilatérale aussi bien qu'internationale.

#### B. Les programmes

Les programmes et les activités des différents services mentionnés ci-dessus se présentent de la manière suivante:

##### Section planification

Elle est chargée de la coordination des investissements conformément aux orientations tracés par le Plan national. Cette section tout en planifiant le développement communautaire s'occupe aussi de la mobilisation des communautés de manière à amener les populations des communautés de la base à planifier leurs besoins de telle manière que le Plan national devienne le reflet des besoins des communautés concernés. Au moment de l'étude le plan s'articule davantage sur les besoins exprimés au niveau du district, au niveau des provinces; c'est aussi qu'il y a des projets nationaux qui s'adressent à tous les groupes dans le pays et des projets des communautés qui eux sont plus spécifiques.

Les exercices de programmation des activités de développement communautaires se font avec les femmes parce que les hommes ne sont pas disponible pour les projets communautaires à travers lesquels en général, ce sont des activités pré coopératives qui sont engagées. Aussi des clubs de femmes reçoivent une allocation en guise de fonds de roulement pour essayer d'entreprendre une activité génératrice de revenu.

Les ressources financières utilisées par la Condition féminine viennent des fonds alloués par le Gouvernement central, par l'assistance bilatérale ainsi que les organisations internationales telles que l'UNICEF et la FAO pour ne citer que ceux-là.

Pour assurer le développement dans l'équité, les efforts tendent à se concentrer sur le milieu rural en s'adressant prioritairement aux femmes et aux enfants. A cet effet une étude sur l'identification des besoins prioritaires a été conduite avec la collaboration de l'UNICEF.

### • Section projets

Cette section travaille bien entendu en relation étroite avec la section de la planification et la section de la recherche.

Compte tenu de la faiblesse des ressources financières, tout d'abord l'attention se porte davantage sur les projets que l'on peut suivre en considérant le dynamisme des communautés qui en ont le bénéfice. La plupart des projets sinon tous sont des projets générateurs de revenus pour les femmes, car ce sont aussi des projets qui s'adressent de manière spécifique aux femmes rassemblées en coopératives. La section des projets participe à la définition des lieux d'implantation des projets qui se situent dans bon nombre de cas dans les zones les plus pauvres.

La section considérée a regroupé les projets en 3 catégories

- (a) Les projets infra-structurels où les groupements de femmes travaillent avec les ministères techniques.
- (b) Les projets sociaux: ce sont des groupements qui aident les femmes individuellement et en groupe à faire de l'Épargne en vue d'un reinvestissement. Une fois qu'un groupement de femme a obtenu le billet du Ministère du développement communautaire et de la Condition féminine, avec son épargne, il peut ouvrir un compte bancaire pour ces opérations.
- (c) Projets de coopération internationale  
Ce sont les projets tels que le projet FAO, BIT pour les femmes rurales en vue de la constitution de coopératives de fermières auxquelles on accorde des prêts.

Dans l'ensemble lorsqu'un groupement de femmes est constitué pour ses projets il s'adresse aux autorités communales, puis à celles du district et du département qui transmet au Ministère du développement communautaire pour l'identification du type d'assistance et des modalités de l'assistance.

La section a déjà examiné 11 projets sous financement UNICEF et qui sont générateurs de revenus et qui portent sur l'élevage de porcs et de poulets, la production maraîchère, la fabrication d'uniformes etc.

D'une manière générale les projets se heurtent aux difficultés suivantes:

- Absence de faiblesse de la formation des femmes.
- Absence de cohésion du sein des groupes de femmes.
- Absence de connaissance en matière de gestion.
- Absence de moyen de transport pour évacuer la production, pour suivre de manière adéquate le développement du projet et ses implications administratives.

La Section Formation: Deux types de formation

- (a) La formation du personnel du ministère au moyen de séminaire, bourses d'étude etc ... et;
- (b) Le programme de formation pour les femmes rurales. Celui-ci défend des besoins de chaque communauté rurale. La section s'efforce de répondre à la demande. Il y a 1 fonctionnaire chargé de la formation dans chaque province soit 8 au total en relation avec le Secrétaire Coordonnateur du niveau du district.

Au moment de l'étude de Zimbabwe comptait 450 travailleurs communautaires pour le développement. Ainsi donc, au niveau du village, cent (100) familles constituent la communauté de développement et 6 villages constituent un WARD et 1000 WARDS constituent une Communauté de Coordination qui monte au niveau du district. Chaque district dispose d'un service de développement alors que la Province est dirigée par un gouverneur qui lui-même préside à la tête du Comité provincial de développement. L'identification des besoins en matière de formation pour les femmes est faite à ces différents niveaux de même que les solutions offertes.

Le Ministère dispose de deux centres de formation pour les femmes rurales. Les cours sont organisés par sessions avec la contribution des femmes elles-mêmes et des instances dont elles relèvent. C'est ainsi qu'un apport de leur part devra consister en paiement des frais de transport, et du matériel pédagogique alors que le Ministère du développement communautaire prend en charge le reste des frais du stage de formation.

### La section du pré-scolaire

Le programme national de formation pré-scolaire existant avant l'Indépendance ne faisait pas l'objet d'une politique réellement nationale. Son action entre autre consiste à donner des bourses, cependant depuis cinq ans que les enseignants du pré-scolaire ne sont pas satisfaits, on enregistre chez eux une certaine insatisfaction qui gêne le développement du programme pré-scolaire.

### Section recherche

Cette section nouvellement créée s'occupe de savoir comment incorporer la composante femme dans les politiques de différents ministères de même qu'elle continue d'évaluer les besoins prioritaires avec l'appui de l'UNICEF.

### Section égalité des chances

Compte tenu de la réalité sociologique et culturelle du Zimbabwe qui limitent les droits des femmes, cette section a la tâche non seulement d'aider à la promulgation de textes officiels rétablissant les femmes dans leurs droits en tant que personne humaine, mais aussi d'informer les femmes sur leurs droits tels que:

1. L'Acte de disqualification sur la base sexuelle

qui donne à toutes les femmes du Zimbabwe le droit à un poste dans la fonction publique ainsi qu'à la participation à des fonctions publiques.

2. L'Acte électoral

qui donne à tous les citoyens du Zimbabwe de 18 ans et plus le droit de vote aux élections et aux référendums.

3. Les règlements du congé de maternité

qui permettent aux femmes de prendre 90 jours de congé de maternité sans perdre leur emploi dû aux perspectives de développement de leur carrière, recevoir jusqu'à 75% de leur salaire pendant la période du congé.

4. L'acte sur les rémunérations minimales

qui stipule la rémunération minimale pour les différents types d'occupations sans qualification. Cela tient compte du fait que la majorité des femmes travaillent sans être spécialisées.

5. Les règlements sur l'égalité des salaires

qui stipulent qu'à travail égal, salaire égal pour les hommes et les femmes. Les femmes doivent cependant se battre pour l'égalité des chances d'accès à l'emploi.

6. L'acte de majorité légale

qui stipule que les hommes et les femmes sont majeurs à 18 ans. Qu'ils sont en conséquence capables de conclure des contrats sans avoir besoin d'une tutelle.

7. Acte des questions matrimoniales

qui établit la contribution directe et indirecte de la femme au bien être social et permet aux tribunaux le partage des biens entre les conjoints que ce soit dans les cas de mariage civil ou de mariage coutumier en plus du paiement de la prise en charge. Cependant il y a des aménagements à faire dans le domaine de la succession pour la femme et les enfants en cas de décès de l'époux.

En effet pour le moment encore, les parents du mari qui héritent des biens du mari ne sont pas toujours prêts à prendre la femme et les enfants en charge.

8. La taxation séparée de conjoints mariés

est à l'étude, qui va soulager la femme de la taxation conjointe qui pesait davantage sur les gains et salaires des femmes mariées considérés comme apport supplémentaire aux gains du mari.

La pratique du "Labala" qui est une manière de dot reste encore préoccupante pour beaucoup de femmes. En fait cela semble d'une part aliéner les droits de la femme et d'autre part constituer un élément de garantie psycho-sociale qui donne un sens tout particulier au statut de mariée d'une femme.

La section des organisations de femmes

La notion d'organisation de femmes au Zimbabwe est inséparable de l'histoire de l'implantation de différentes églises dans ce pays de même qu'elle est inséparable de la lutte de Libération nationale.

En effet les groupements de femmes autour des églises ont été recensés par le Ministère du développement communautaire et de la Condition féminine de la manière suivante:

EGLISES	NOMBRE
1. Eglise methodiste	20 000
2. Eglise Unie du Christ en Afrique Australe	45 000
3. Eglise reformée au Zimbabwe	<sup>(+)</sup> 6 500
4. Eglise Evangelique Sutheriène	2 726
5. Eglise d'Anglefene	3 000
6. Eglise Indépendante Africaine	956

Au cours de la lutte de libération nationale les deux principaux partis le ZANU(P.F.) et le (D.F.)ZAPU ont créé des sections féminins.

Par ailleurs la nation d'organisation de femmes au Zimbabwe comprend les Conseils, les Associations, les Fédérations, les Coopératives et les Ligues de femmes. Ces variétés organisationnelles peuvent être formelles au non formelles. Les organisations formelles ont un statut, un règlement et leur organisation propre, leurs objectifs propres; alors que les groupement informels s'ils ne disposent pas de textes structures pour le fonctionnement sont davantage de groupement de mobilisation pour les campagnes d'hygiène par exemple.

Le Ministère du développement communautaire et de la Condition féminine a recensé quatre domaines principaux entre lesquels se repartissent les différentes organisations. Il s'agit de:

- l'éducation
- les activités génératrices de revenu
- des activités sociales et humanitaires
- des activités politiques

Compte tenu de cette manière de constellation d'organisations de femmes, la section des organisations de femmes a été scindées en deux sous-sections. La sous-section qui s'occupe des organisations non gouvernementales et la sous-section qui s'occupe des organisations internationales.

Etant donné que plus de 2000 organisations de femmes pour la plupart non gouvernementales, sont enregistrées, le besoin de coordination devient impérieux compte tenu de la faiblesse des ressources humaines et financières eu égard aux besoins dans ces domaines. Le Ministère du développement communautaire et de la Condition féminine envisage la formation d'un Conseil national pour les femmes qui seraient chargées du suivi des actions des ONG et de la mobilisation des ressources et le Ministère jouerait des fonctions de Secrétariat pour ce Conseil qui lui sera composé uniquement d'ONG. Le Ministère pense que cela permettrait une allocation plus équitable de l'argent aux groupements de femmes.

La sous-section des organisations internationales suit les activités de SADECC, du Mulpoc de Lusaka, de l'Organisation Panafricaine des Femmes dont le Zimbabwe est actuellement Vice-Président et maintient la relation avec les mouvements de libération.

Les objectifs généraux du Ministère de la Condition féminine sont

1. Examiner les lois discriminatoires et participer à la formulation d'une législation qui protège les droits des femmes, puis assurer le suivi du renforcement de ces lois.
2. Faire prendre conscience au gouvernement et aux organisations non gouvernementales des principes d'égalité et d'opportunité pour les hommes aussi bien que pour les femmes de manière à encourager ces agences dans la mise en oeuvre de ces principes à travers des projets et des programmes.
3. Promouvoir l'éducation et la formation des jeunes enfants afin de permettre aux femmes de participer plus efficacement aux activités de développement.
4. Coordonner et assurer le suivi des activités de toutes les organisations de femme de manière à s'assurer qu'elles s'inscrivent dans la politique nationale et que les services qu'elles rendent à la communauté sont efficaces.
5. Faciliter l'évolution des actions familiales et civique de manière à les aligner sur le nouvel ordre économique et social.
6. Faire prendre conscience aux femmes de leurs rôles dans la société et les encourager à profiter des possibilités; puis de participer totalement au développement politique, social, culturel et économique du pays.



7. Assurer la liaison étroite entre les organisations nationales et internationales de manière à engendrer la solidarité en matière d'émancipation des femmes conformément aux objectifs de la Décennie des Nations Unies pour les femmes.
8. Examiner les problèmes généraux rencontrés par les femmes dans leurs efforts pour réaliser l'égalité.

#### Les objectifs spécifiques

A travers ces objectifs le Ministère doit:

1. Promouvoir l'application de la législation qui assure l'égalité des chances pour l'accès à la terre, l'éducation, la santé, le logement, l'emploi, la propriété, le crédit et les autres ressources du développement.
2. Encourager le développement des technologies pour le travail, permettant d'économiser du temps et les pratiques permettant l'allègement des lourds travaux domestiques qui gênent les femmes.
3. Promouvoir l'éducation communautaire en matière de santé; primaire de l'hygiène individuelle, de nutrition, de santé maternelle et infantile, de vie familiale et d'espacement des naissances.
4. Aider les groupements précoopératifs à devenir des petites et moyennes industries (cottages) de manière à augmenter les revenus au niveau des ménages.
5. Promouvoir l'éducation de la communauté sur les questions civiques.
6. Améliorer la coordination des programmes de développement et la disponibilité des services techniques au niveau du Ward aussi bien de la part du gouvernement que des organisations non gouvernementales pour réduire la duplication des efforts.
7. Faciliter la conception et la bonne gestion des projets de manière de permettre à la fois, la promotion des connaissances génératrices de revenu et la communication des connaissances en matière d'organisation et de gestion utile aux participants dans les autres activités économiques au niveau du foyer.

8. Produire du matériel pédagogique et éducatif permettant d'améliorer les connaissances pratiques des communautés.
9. Faciliter la formation des organisations à la base tels que les comités de développement au niveau du Ward et du village en milieu rural ainsi que des comités de voisinage dans les milieu urbains.
10. Eduquer les communautés sur les programmes entrepris par les autres ministères et diffuser les connaissances sur les programmes du gouvernement à travers le dialogue avec le peuple.
11. Améliorer l'accès des communautés aux ressources de même qu'aux services techniques des autres ministères et des ONG à travers le déploiement des travailleurs sociaux au niveau des villages.

#### C. Les activités du Ministère

Si le ministère a été créé pour la restauration de la situation d'inégalité comme par les femmes au Zimbabwe, il joue un rôle de coordination entre les organisations de femmes et le Gouvernement cela à travers le quadrillage administratif du pays. Ce qui permet de prendre ensemble aussi bien les femmes du milieu rural que celles des milieux urbains. Le ministère ajoute à cette fonction celle de mobilisation, de formation, d'appui par rapport aux femmes.

Le programme du ministère est constitué par celui des différentes sections dont la description a été faite ci-dessous. Au niveau local, le programme des groupements de femmes qui reçoivent l'appui ou retiennent l'attention du ministère sont des activités considérées comme génératrices de revenus se situant dans le secteur de la manufacture de vêtements, de production maraîchères, de vente d'aliment (restauration). On verra en annexe la description de 3 coopératives visitées.

Pour les fabriques de vêtements, il s'agit surtout de fabriquer des uniformes pour les élèves et aussi quelques éléments pour les fillettes et les jeunes garçons. La qualité des articles varie bien entendu d'un groupement de femmes à un autre surtout pour des raisons de manque de connaissances techniques. Cela se voit dans la coupe aussi bien que dans les finitions. Le problème de marché est préoccupant. En effet, le problème qui se pose à la production des

Le problème est lié à la faible élasticité du marché à la limite de l'insaturation, cela fait qu'en matière d'entreprise, les femmes sont obligées de diversifier leurs activités ou si l'on préfère les associer: Couture/Restauration, Production maraîchère/Petit élevage etc. de telle sorte que lorsque le marché s'écroule pour un produit, les efforts sont reportés sur l'autre activité.

En décembre 1984 les projets générateurs de revenu pour les femmes, recensés par le ministère étaient de 6.232 regroupant 163.000 femmes. Les groupes sont assistés avec des fonds du gouvernement mais surtout avec des fonds externes d'assistance, qui sont distribués au titre de fonds de roulement. Si le nombre de projets est impressionnant, comme nous l'avons déjà dit, la majorité porte sur la fabrication de vêtement. Dans l'ensemble les femmes qui sont concernées par des projets sont d'un dynamisme remarquable et dont la détermination au travail, la volonté d'acquisition de connaissances nouvelles en font des éléments que l'on peut utiliser dans d'autres secteurs au service du développement.

LIGNES DE FORCES DU MECANISME NATIONAL/LIMBABWE

Eléments positifs

Eléments négatifs

- |  |   |
|--|---|
| 1. Engagement et dynamisme du Staff  | 1. Insuffisance des lois relatives à la personnalité juridique de la femme malgré les actions positives : loi de succession - effort d'éducation. |
| 2. Existence d'un Centre national de formation pour les femmes rurales                           | 2. Insuffisance des ressources financières  |
| 3. Mise en place d'un conseil de coordination des ONG  | 3. Insuffisance des compétences du personnel à la base  |
| 4. Existence d'un grand réseau d'ONG nationales.   | 4. Insuffisance de la diffusion des informations relatives aux mécanismes nationaux et de son action du sommet à la base.                         |
| 5. Liaison avec les organisations internationales, régionales et mondiales                       | 5. Les objectifs plus qualitatifs que quantitatifs.   |
| 6. Articulation étroite mais souple entre les sections du département.                           | 6. Tendance d'absorption des actions pour les femmes par des objectifs communautaires de manière générale   |
| 7. Existence d'un fonctionnaire chargé des questions relatives aux femmes dans chaque ministère. | 7. Faiblesse des liens entre la section de la planification du mécanisme national et la planification centrale                                    |
| 8. Existence de 2 centres de formation pour les femmes rurales                                   | 8. Trop grand nombre de projets dans le même secteur fabrication de vêtements avec perspective de mise sur pied d'une entreprise                  |
| 9. Commentaire national des stratégies de Nairobi (ministère des Stratégies prospectives)        | 9. Trop grande distance entre les experts des bureaux et le terrain   |
| 10. Ajustement des structures du Ministère avec le découpage administratif et politique          | 10. Absence de hiérarchisation dans les besoins prioritaires et des tâches  |
| 11. Détermination des femmes à la base pour le travail et l'amélioration des compétences         | 11. Difficulté de rationalisation de l'utilisation des fonctionnaires   |
|  | 12. Trop grande faiblesse dans la coopération avec les ministères techniques tels que le Plan, la Justice etc.                                    |
|  | 13. Environnement de traditions culturelles difficile pour instaurer la crédibilité dans les actions des femmes.                                  |
|  | 14. Trop grand nombre d'organisation de femmes  |

# MINISTRY OF COMMUNITY DEVELOPMENT AND WOMEN'S AFFAIRS

## District structure

District community  
Development Officer

Home  
economics  
co-ordinator

Community  
Development workers

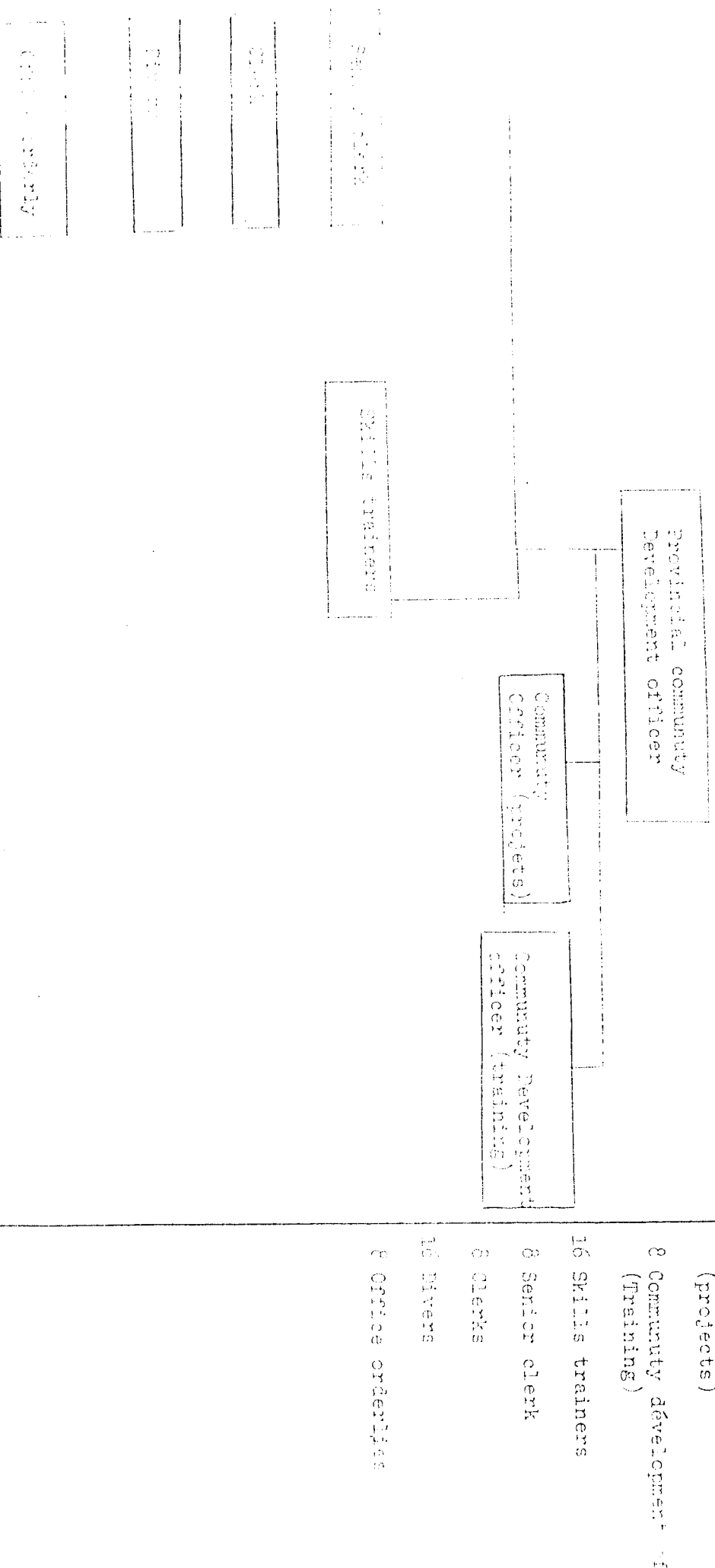
District literacy  
co-ordinator

Home economics  
co-ordinator

- 56 Districts
- 56 Districts community officers
- 110 District literacy coordinators
- 191 Community development workers
- 56 Clerks
- 56 Office orderlies
- 150 (part time) Home economics

## MINISTRY OF COMMUNITY DEVELOPMENT AND WOMAN'S AFFAIRS

## Provincial structure



3. Si au terme de 10 années d'activités des gouvernements et des Nations Unies, en faveur des femmes dans le Monde et en Afrique, les plans nationaux africains ne tiennent que faiblement compte de la contribution des femmes au développement, cela signifie tout d'abord entre autres raisons que, les secteurs dans lesquels se regroupent les effectifs importants des femmes, l'agriculture vivrière, et le secteur des emplois marginalisés (petit commerce, production artisanale de service ou d'art etc.) ne constituent pas jusque là des domaines reconnus d'importance ni pour l'exercice de planification ni bien entendu pour les résultats de cette planification.

4. Ainsi donc, sur 51 Etats indépendants à peine 10 seulement accordent ouvertement dans leur plan national de développement une attention aux femmes, à leur apport dans le développement. L'invisibilité hélas persistante encore, des femmes africaines dans les plans nationaux de développement se rattache à de nombreux obstacles que l'on peut regrouper pour la commodité de la réflexion en deux types:

- 1- les obstacles psycho-sociologiques;
- 2- les obstacles structurels et organisationnels.

#### 1. Les obstacles psycho-sociologiques

5. Ils sont nombreux, variés, tout aussi importants que les obstacles reperables dans d'autres domaines. En effet dans l'ensemble des pays africains, les décideurs et les acteurs en matière de planification du développement sont des hommes qui ne favorisent pas clairement la prise en considération raisonnée de la contribution des femmes aux actions du développement. Lorsque des questions sont posées aux planificateurs au sujet de la contribution des femmes on s'attend généralement répondre :

- " Pourquoi des mesures spécifiques pour les femmes? le développement est pour l'ensemble de la Communauté nationale" ...etc.;
- " les femmes sont déjà intégrées dans le développement" !.

Quoi qu'il en soit la majorité des réponses obtenues rendent compte de la "mal-perception" de la femme et de son rôle dans le développement que l'on n'arrive tout de même pas à induire après 30 ans d'efforts. On n'arrive pas à mettre les ressources humaines notamment les femmes en relation avec les problèmes qui entravent le développement par exemple la "crise économique" la détérioration des termes de l'échange etc.

comme si les problèmes monétaires ainsi posés n'étaient pas dans ses causes et dans ses effets le fait des hommes et des femmes jouant des fonctions précises dans les structures économiques existantes. Les catastrophes qui ne sont pas uniquement dûes comme on le sait à des caprices météorologiques mais où les hommes et les femmes ont leur part tant dans les causes fondamentales que dans les solutions à apporter sont trop rarement examinés en relation avec la contribution des femmes.

6. De l'autre côté, il y a les femmes et la compréhension qu'elles ont ou peuvent avoir du rôle qui doit être le leur dans le développement. En plus de la position communément assignée aux femmes conformément à leur image dans la tradition et la religion, il faudrait considérer les fonctions politiques qui leur sont assignées pour la mobilisation des populations dans le cadre des options du Parti national et qui peuvent expliquer les distorsions entre les options proclamées et les effets induits en réalité. Il faut reconnaître que les femmes se préoccupent davantage de l'image que les hommes peuvent avoir d'elles et de leurs agissements dans le cadre des actions mises en place. Par ailleurs, il faut dire que le fait que les femmes ne parviennent pas encore à organiser la perception qu'elles ont de leur propre contribution en terme de programme et de données quantifiables dessert leur cause auprès des institutions de planification.

7. Les décideurs en matière de planification nationale évoquent également le manque de solidarité entre les femmes. Ce sont là des considérations qui sont tout aussi valables à l'endroit de la communauté masculine qui est davantage encline à mettre l'accent sur les attitudes et les comportements finalement propres au genre humain. Il se trouve que les femmes qui pour l'instant sont en mesure d'agir dans le cadre des structures existantes sont vulnérables à ce genre d'argumentation en raison de leur nombre encore restreint dans les sphères de la décision socio-économique et qu'elles sont faciles à manipuler pour les mêmes raisons.

8. Par ailleurs même si les femmes leaders en Afrique ont fourni et fournissent de grands efforts pour être visibles dans la sphère du développement, la dimension politique de leur effort prend le pas sur la dimension hautement technique requise en terme de développement. Il faut nécessairement un surcroît d'effort, de vigilance de la part des mécanismes nationaux et de leurs fonctionnaires pour se maintenir dans les limites adéquates, optimales, en vue de la promotion de la contribution des femmes à l'accumulation et à la consolidation des richesses nationales.



## II. Les obstacles structurels et organisationnels

9. Ils peuvent se situer au niveau de la difficulté de choix des politiques de développement national ainsi que de celui des structures de mobilisation et d'action envisagée par les pays africains. Au cours de la décennie 75-85, les pays ont mis en place des mécanismes nationaux pour la promotion des femmes. La portée de ces mécanismes se révèle inégale d'un pays à l'autre mais aussi dans leur action au sein d'un même pays. En effet dans bien des cas, ces mécanismes ne parviennent pas encore suffisamment à établir des liens organiques avec les services de la planification nationale pour le développement. Cependant on peut noter quelques rares exemples qu'il convient d'étudier de près tant dans leur structure que dans leurs programmes et projets mis en oeuvre. D'une manière générale, les projets adressés aux femmes se rattachent aux activités dites traditionnelles des femmes, couture, vannerie, poterie etc. ; si des projets de production agricole sont mis en place, au moment où ils deviennent productifs, ils sont récupérés bien souvent par des hommes parce que les femmes se heurtent à des problèmes de gestion et d'administration. Par ailleurs les projets pour femmes sont dans bien des cas des projets de bien-être social (santé familiale, d'activités socio-culturelles) donc pas ouvertement et directement orienté vers la production sociale, mesurable.

10. Ainsi donc, à partir de telles données, les mécanismes nationaux ne doivent-ils pas s'assigner comme tâche prioritaires la surveillance et le contrôle du système socio-économique et politique, au niveau de la conception, de la mise en oeuvre et de l'allocation des ressources de manière à garantir la visibilité des femmes aussi bien que des hommes à toutes les étapes des actions pour le développement ?

11. Si l'on considère le secteur de l'agriculture vivrière qui occupe une place importante de plus en plus reconnue dans les économies africaines, mais aussi qui regroupe les plus grands effectifs de femmes. On constate que les obstacles sont constitués essentiellement par l'absence de politique nationale proprement dite, à l'absence de rôle clairs et efficaces pour les femmes, à la difficulté pour les femmes d'accéder aux ressources financières et technologiques, à l'absence de marché organisés pour ces productions qui concernent les femmes.

- 42 -

12. En plus du fait qu'il est établi que la facilité d'accès à l'économie monétaire est plus grande pour les hommes à travers les cultures de rente, les femmes se heurtent à l'obstacle bien connu de l'accès à la terre, au crédit et aux moyens modernes de production, à la difficulté d'accès au savoir et au savoir-faire dispensé dans les domaines et la formation, de l'éducation se rattachant à l'agriculture. L'invisibilité qui caractérise la participation des femmes dans la production agricole s'étend bien entendu à leur contribution dans l'élevage et dans le traitement des produits de l'élevage notamment de la production laitière; cela se traduit du reste pour les femmes en terme d'incapacité d'adhérer et des coopératives de laiterie là où elles existent, incapacité également de solliciter une assistance ou encore d'aspirer à une formation, à une spécialisation.

### III. Des voies de solutions pour demain !

13. Pour rendre possible la mesure de la participation des femmes aux plans nationaux de développement, il convient tout d'abord que les stratégies de développement national définissent clairement le statut et les rôles envisagés pour les femmes. Cela reviendrait d'une certaine manière à définir :

- des schémas clairs de production;
- des modèles de consommation adéquats adaptés aux priorités nationales établies;
- une allocation des ressources nationales aux secteurs fondamentaux de production sans préjugés aucun.

14. Il convient également de concevoir et de mettre en oeuvre une politique délibérée d'action en direction des femmes pour les intéresser aux exercices de la planification nationale.

15. La visibilité des femmes dans les plans nationaux de développement doit être une priorité pour les femmes elles-mêmes, notamment pour les femmes des mécanismes nationaux car en dernière analyse, la lutte pour la promotion des femmes si elle doit se faire avec les hommes, elle doit être menée d'abord par les femmes elles-mêmes.

Quoi qu'il en soit compte tenu du contexte général actuel dans lequel se trouve posé la problématique de la prise en considération des préoccupations des femmes (fin de la Décennie, situation de la crise dont les solutions sont expliquées en termes sectoriels ou les ressources humaines et les femmes ont peu de place), il est indispensable de continuer :

- 1 - de chercher à mettre en place ou à renforcer une structure, un mécanisme national pour concevoir, coordonner les efforts pour la participation raisonnée des femmes au développement ainsi qu'aux résultats du développement;
- 2 - de promouvoir une solidarité des femmes d'abord à travers la coordination des interventions des Agences concernées par les femmes, puis, au sein des mécanismes nationaux. Autrement dit une décision délibérée d'être à l'écoute des femmes et de leurs difficultés de manière continue et efficace;
- 3 - contribuer sans relâche à l'élaboration de programmes claire, réalisables par les femmes et avec les femmes à partir des priorités nationales inscrites dans le cadre des Stratégies d'Arusha et dans le cadre des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femmes;
- 4 - envisager la constitution de points stratégiques d'appui aux femmes. En effet, il convient de rapprocher les ressources humaines et financières des femmes à travers les institutions de développement ~~que~~ sous-régional et régional, notamment les institution bancaires;
- 5 - diversifier les circuits de l'information sur les femmes en fonction des niveaux à atteindre. Les femmes au niveau local, au niveau de l'encadrement des actions du développement, les techniciens et décideurs en matière de développement, les chercheurs sur les questions relatives aux femmes et aux développement <sup>et</sup> en enfin, les donateurs.

Par delà ces considérations peut-être que l'INSTRAW pourrait s'intéresser par exemple à la formation de femmes leaders des mécanismes nationaux à la gestion et à l'administration des programmes, ou encore aux méthodes et techniques de mobilisation de ressources en vue du développement ou encore, à un cycle de formation de consultantes pour le développement sur une base sous-régionale connue des femmes africaines. Peut-être, enfin, comme suivi de

l'étude sur les mécanismes nationaux, l'INSTRAW pourrait envisager un séminaire avec les femmes leaders des mécanismes nationaux, les experts des banques sous-régionales, régionales et nationales et les planificateurs pour examiner les voies et moyens de renforcer la contribution des femmes aux actions de développement en Afrique.

Pour la région africaine, le programme de travail du CARFF/CEA aussi bien régional que sous-régional s'inscrivent essentiellement dans le cadre des Stratégies prospectives de Nairobi, des Stratégies prospectives d'Arusha qui ont été endosées par le Sommet des Chefs d'Etats et de gouvernements de l'OUA. Ce programme d'action prioritaire de redressement économique de l'Afrique pour 1986-1990, ainsi que le Plan d'action des Nations Unies du même nom. C'est à ce point-ci que la vigilance et la solidarité s'imposent tant pour les femmes des mécanismes nationaux que pour les Agences de la famille des Nations Unies. En effet à travers les priorités retenues par des mécanismes de suivi des recommandations sur la session spéciale des Nations Unies pour le redressement de l'Afrique, il n'est pas évident :

- 1 - que les femmes et leur intégration dans le développement figure parmi les priorités retenues par les gouvernements;
- 2 - que les institutions spécialisées des Nations Unies qui ont fait leurs preuves dans la mise en oeuvre de programmes et de projets pour les femmes soient associées aux exercices de planification et de programmation qui ont lieu en ce moment. Les actions conduites ici et là pour les femmes dans ces exercices ne constituant en rien une meilleure solution des problèmes posés déjà dans le passé au sujet et la visibilité des femmes dans les plans et programmes nationaux, au sujet de la libération des ressources humaines et financières requises pour un meilleur développement avec les femmes; enfin, au sujet de la maîtrise par les femmes africaines elles-mêmes de la problématique de leur maintien dans le processus du développement.

Un autre domaine de collaboration et de coopération est le domaine de la planification pour le développement.

- 45 -

- La coopération avec l'INSTRAW dans ce domaine pourrait consister en l'élaboration d'un guide pour les femmes leaders en matière de planification.

ANNEXE 1

Zimbabwe

Usine de fabrication de vêtements

L'idée de l'implantation de cette usine a été consécutive à la vitesse du premier Ministre chinois en 1983. Le projet a été placé sous la tutelle du Ministère du développement communautaire en 1984.

Les locaux de l'usine ont été offerts par l'autorité locale. Le personnel de la manufacture a été recruté par un Conseil. Etant donné que ces personnes n'avaient jamais travaillé dans l'industrie du vêtement elles ont été formées pendant deux mois par les Chinois.

Sur les 75 personnes travaillant dans l'usine 15 sont des hommes. Tous les employés sont de la Communauté où se trouve l'atelier et les produits sont essentiellement vendus dans la Communauté.

L'atelier produit essentiellement des uniformes des vêtements d'enfant et commence à se lancer dans la fabrication de vêtements de protection pour des compagnies privées à Tenda, Harare etc...

Dans cette entreprise les femmes ont eu accès à un emploi salarié avec droit au congé de maternité et 10% du salaire annuel en prime de même qu'elles sont assurées.

Cette entreprise utilise donc une main d'oeuvre essentiellement féminine, travaillant avec des moyens fournis par le gouvernement.

Coopérative de restauration et de fabrique de vêtement de Sunganayi

En 1982, 160 femmes de Sunganayi avaient décidé de cotiser à 25 cents Zimb. pour acheter de la farine de l'huile, du gaz pour faire la cuisine et vendre. Après la création de la coopérative on s'est rendu compte que la cotisation était insuffisante et qu'il fallait la doubler. Ce fut fait. Puis le groupe demanda l'assistance de la Communauté. La cuisinière et le frigidaire furent achetés. Puis elles se mirent au travail. On a gagné peu 350 \$ Zimb. A partir de cette somme le groupe se mit à faire de l'élevage de poulets. Il reçut des machines offertes par la Communauté. Ces machines étaient insuffisantes par

rapport au nombre de personnes du groupe. Avec des économies, il a acheté une machine supplémentaire mais entre temps le groupe tardant à voir venir les fruits du labeur, s'est réduit. En 1984, il ne restait plus que 92 personnes. Puis le groupe a demandé 150\$ Zimb. de cotisation à chaque femme pour monter le Kiosque (Restaurant). Les activités du groupe partait aussi sur l'élevage du poulet, la restauration, la cuisine. L'élevage de poulets s'est révélé comme une source d'ennuis, le groupe s'en est passé. En effet les vols étaient fréquents.

Le Ministère du développement communautaire vient de prêter une machine au groupe. Cette machine est relative entre les différents centres de formation. Le groupe en fin 86 ne compte plus que 19 membres qui se sont assignés la somme de 200 S Zimb. par mois. Les femmes touchent la restaume tous les 2 mois. La coopérative de vêtements envoie ses gains directement à la Banque et les femmes se contentent de vivre avec les gains du Kiosque - restaurant. Le Ministère vient de faire un don de 580,83 cents au Groupe sur sélection, il a acheté du tissu pour faire des uniformes avec cet argent.

Le groupe vend ses uniformes dans les environ mais les femmes ne sont pas parvenues à signer un accord avec le PTA pour la vente de leurs articles. Les locaux de l'atelier de couture appartiennent au Conseil. Il n'ya qu'une pièce qui appartient au groupe qui envisage une extension de cette unité. En effet le groupe de femmes a l'intention de faire des vêtements d'enfants à une plus grande échelle. La Directrice du groupement a suivi des cours de Management, de comptabilité et de teinture dans un des Centres de formation du Ministère. Elle n'a pas pu faire usager du cours de teinture parce que pour le faire il aurait fallu prendre de l'argent sur les revenus Kiosque ou encore à la fabrique d'uniforme. La chose n'en vallait pas la peine.

#### Coopérative de Kushinga (Wedza)

C'est une coopérative de 14 membres qui a débuté en 1983. Elles ont reçu 1 semaine de formation à la Couture. Le Zamb. P.F. leur a donné l'autorisation de se constituer en coopérative.

En raison des problèmes financiers, les femmes ont décidé de mettre les efforts en commun. Au début, le groupe s'occupait de la Paix.

Maintenant avec 4 machines nous produisons 270 pièces pour les filles.

La présentation des premiers articles fut l'objet d'une grande cérémonie, les femmes reçurent un chèque. Cet argent fut utilisé pour acheter une machine et du tissu pour les uniformes de garçons. Aussi elles vendent la paire d'uniformes de filles à 18\$ Zimb. et la paire d'uniforme pour les garçons à 23\$ Zimb. Elle ont commencé à faire des dépôts à la Banque sur leurs revenus.



Annexe II Zimbabwe

SUGGESTION DES MINISTRES TECHNIQUES DU ZIMBABWE POUR  
LA MISE EN OEUVRE DES STRATEGIES PROSPECTIVES DE NAIROBI  
POUR L'ACTION EN FAVEUR DES FEMMES

## I MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Annexe II Zim

Période	Programme/Projet	Agence d'exécution	Objectif/Résultat	Ressources nécessaires	Remarques
Janvier 86	Signature de la Convention sur l'élimination de toutes sortes de discrimination à l'encontre des femmes.	Ministère des Affaires étrangères	A signer en juin	Ministère de la Justice et des affaires parlementaires doivent terminer leur travail	Retard dû dans ce travail
Janvier 86	Augmentation du recrutement et de la promotion des femmes dans le ministère et répartition équitable dans les missions à l'extérieur.	Ministère des Affaires étrangères	Pour fin 86 ou plus tard, 10 % des postes de haut niveau des postes des missions diplomatiques doivent être occupés par les femmes.	Utilisation des structures existantes	Le ministère a circonscrit à l'absence femmes des postes de haut niveau.
Janvier 86	Prévision d'emploi convenable et non discriminatoire pour des conjoints dans le domaine diplomatique.	Ministère des Affaires étrangères	Toutes les épouses de diplomates dans les pays hôtes devraient être autorisées à prendre un emploi.	Utilisation des structures existantes.	Le ministère traiterait tout emploi en ambassade pour épouses.
Jan. 86 à	Informers le public sur la situation en Afrique du Sud et concevoir des programmes spéciaux pour les femmes vivant sous le régime de l'apartheid.	Ministère des Affaires étrangères	Tous les citoyens doivent être en mesure de comprendre le régime de stabilisation de l'Afrique du Sud.	Ministère de l'Information	Le public les femmes entretenues commerceront l'Afrique mais personne fait d'effort les informer les violations du régime.

## MINISTERE DES ECHANGES ET DU COMMERCE

Période	Programme/Projet	Agence d'exécution	Objectif/Résultat	Ressources requises	Remarques
Janvier 86	Etablissement de points de distribution dans les zones rurales.	Ministère des Echanges et du Commerce.	En deux ans ils devraient devenir opérationnel dans chaque district.	Appui des Comités de planification des provinces.	Compte tenu que la plupart des habitants femmes, on cela assurera la participation d'entre autres parmi elles
Déc. 85					
Janvier 86	Formulation de lois permettant aux femmes d'avoir accès aux prêts et aux crédits.	Ministère des Echanges et du Commerce.	Pour 1987, une loi devrait être promulguée dans ce sens.	Usage des structures existantes.	
Déc. 85					
Janvier 86	Collecte de données sur les femmes dont les demandes de prêt ont été acceptées.	Ministère des Echanges et du Commerce	Pour 1990 une banque de telles données devraient être bien établies.	SEDCO et autres banques commerciales pourront fournir de telles données.	
Déc. 85					

## MINISTERE DE L'INFORMATION DES POSTES ET DES TELECOMMUNICATIONS

Period	Programme/Projet	Agence d'exécution	Objectif/Résultat	Ressources requises	Remarque
Janvier 86	Reintroduire le magazine hebdomadaire du Peuple le dimanche à atteindre une population plus large.	Ministère de l'Information.	Début 1987 le magazine devrait être en diffusion.	Utiliser les structures et les sources de financement.	Il est difficile de tenir rural au des affa
Janvier 86	Elimination de toutes sortes d'images stéréotypes des femmes dans les médias.	Ministère de l'Information	Pour décembre 1986, les média devraient être débarrassées d'images stéréotypes négatives des femmes.	Utilisation de structures existantes.	
Janvier 86	Promotion des femmes au niveau de la décision dans le ministère et aussi dans les média parastatales.	Ministère de l'Information.	Pour fin 86 au moins 50 % de tous les postes de décisions devraient être occupés par les femmes.	Utilisation des structures existantes et des structures de formation là où cela est nécessaire.	

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DE LA TECHNOLOGIE

CEA/CART/87/13.4 (11)

Période	Programme/Projet	Agence d'exécution	Objectif/Résultat	Ressources requises	Remarque
Janvier 86	Mise en place des poles industriels.	Ministère de l'industrie	- Décentralisation industrielle - création d'emploi et auto-suffisance.	Ministère de l'Agriculture, Transport, Energie et ressources SEDCO Banque du Développement du Zimbabwe.	Ces poles être dans les zones rurales. L'activité de production est
Déc. 86					
Janvier 86	Formation à la gestion et à l'administration.	Ministère de l'industrie et de la Technologie.	Equipes de femmes avec les connaissances requises pour diriger des petites entreprises industrielles.	Ministère du Travail Planification de la Main-d'oeuvre et Bien être social SEDCO et UNIFO - Ses institutions de formation.	Le Ministère pas été créé. On a beaucoup de formations
Déc. 88					
Janvier 86	Etablissement de points de ramassages pour les objets d'art.	Ministère de l'industrie et de la Technologie.	- Génération de revenus. - Organisation du commerce - Mobilisation de devises.	- Maisons du vêtement et de matériel de base - appui du ministère des Echanges du commerce + ministère du Développement Communautaire et de la Condition féminine.	Les ministères du Commerce et de l'Industrie ont un rôle important pour le développement de l'artisanat. On pourra mettre en place un travail poussé
Déc. 88					

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Période	Programme/Projet	Agence d'exécution	Objectif/Résultat	Ressources nécessaires	Remarques
Janvier 86	Etendre le pouvoir du comité des censures aux média locaux.	Ministère de l'Intérieur	Tous les stéréotypes négatifs de publicité et des programmes locaux doivent être retirés.	Utilisation des structures existantes.	La plupart des programmes s'occupent de la disparition des postes de travail sur le marché de l'emploi.
Déc. 85	Évaluation des lois relatives à l'émigration pour accorder un traitement égal aux conjoints.	Ministère de l'Intérieur	Les maris et les épouses venant de l'étranger doivent bénéficier d'un traitement égal.	Utilisation des structures existantes.	

## MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES EN EAU

Période	Programme - projet	Agence d'exécution	Objectif/ Résultat	Ressources nécessaires	Remarques
Janvier 86	Electrification rurale	Ministère de l'énergie et des ressources en eau	Tous les points de croissance doivent être électrifié pour 1990	Finances.	
Décembre 1999					
Janvier 86	Promotion de la participation des femmes à tous les projets sur l'eau mis en oeuvre et programmes.	Ministère de l'énergie et des ressources en eau. Les Fonds du District pour le développement.	Les femmes ne doivent pas être seulement consultées pour l'emplacement des points de distribution d'eau mais en tant que techniciennes	VIDCOS et WADCOs	
Décembre 1999					

MINISTERE DE L'EDUCATION

004/0000/0000.0000

Période	Programme/Projet	Agence d'exécution	Objectif/Résultat	Ressources Requises	Remarques
Janvier 86	Veiller à la promotion des enseignantes et élaboration de programmes adaptés.	Ministère de l'Education.	Les enseignants doivent avoir davantage de perspective de développement de carrière.	Structures existantes	Les enseignantes primaires n'ont pas de perspective de développement de leur carrière car elles ne sont pas qualifiées.
Déc. 85					
Janvier 86	Introduction des droits dans les programmes des cours.	Ministère de l'Education.	Pour 1990 les élèves devront être informés des droits de l'homme.	Structures existantes.	Il est important d'introduire l'aspect de la promotion avec les droits de la femme.
Déc. 85					
Janvier 86	Introduction d'information sur les carrières.	Ministère de l'Education.	Les informations sur la carrière doit être introduites suffisamment tôt dans la vie scolaire.	" + les enseignantes à informer.	Le système d'information des carrières est insuffisant.
Déc. 85					
Janvier 86	Suivi continu des descolarisés et identification du groupe le plus affecté.	Ministère de l'Education.	Avoir des données sur les descolarisés par sexe et par district.	Utilisation des structures existantes.	
Déc. 85					
Janvier 87	Conception et exécution de programmes pour la réhabilitation et la réintégration des descolarisés.	Ministère de l'Education.	Tous les descolarisés doivent être réhabilités.	Utilisation des structures existantes.	
Déc. 86					
Janvier 86	Etude de faisabilité sur l'éducation obligatoire.	Ministère de l'Education.	Faire des propositions pour savoir quand l'éducation peut devenir obligatoire et jusqu'à	Utilisation des structures existantes.	
Déc. 85					



MINISTERE DE L'EDUCATION (suite)

Période	Programme/projet	Agence d'exécution	Objectifs/Résultat	Ressources requises	Remarques
Janvier 86	Evolution des lois existantes sur le renvoi des enseignantes et des élèves enceintes.	Ministère de l'Education.	Politique en relation avec les principes socialistes et les grandes écoles.	Structures existantes	Le règlement vigoureux est présentement dépourvu de non progrès
Déc. 86					
Jan 86	Introduction de mesures en faveur des femmes dans l'attribution de bourses.	Ministère de l'Education + tous les autres ministères attribuant des bourses (Plan-Main-d'oeuvre).	Les bourses doivent être attribuées à égalité pour l'an 1999.	Structures existantes	
Déc. 90					
Janvier 86	Introduire des mesures législatives pour toutes les écoles de manière à adapter le nouveau programme.	Ministère de l'Education.	Pour 1990 toutes les écoles doivent avoir adapté le nouveau programme.	Utilisation de structures existantes.	
Déc. 90					
Janvier 86	Introduire les études sur les femmes dans le programme de formation des enseignantes.	Ministère de l'Education	Permettre aux enseignants d'avoir des attitudes positives vis à vis des femmes.	Utilisation de structures existantes.	
Déc. 85					
Janvier 86	Elaboration d'un système élargi et fonctionnel de matériels de lecture pour les nouvelles alphabétisés.	Ministère de l'Education.		Utilisation de structures existantes.	
Déc. 86					
Janvier 86	Intensification de l'éducation pour un programme de vie.	Ministère de l'Education.	Il devrait y avoir une régression du nombre de femmes élèves enceintes pour 1990.	Utilisation de structures existantes.	
Déc. 86					

MINISTERE DE LA CONSTRUCTION PUBLIQUE ET DE L'HABITAT NATIONAL

CEA/ATRCW/87/(3.4

Période	Programme/Projet	Agence d'exécution	Objectif/Résultat	Ressources nécessaires	Remarques
Janvier 86	Revocation des pratiques mettant en danger le droit à la propriété de la femme mariée en cas de décès de l'époux au en cas de divorce.	Ministère de la Cons. et de l'habitat + les autorités locales	Garantir la sécurité de la femme pour les femmes.	Utilisation des structures existantes	En l'absence présentatrice il a sible d'identifier les ressources pour programmes
Janvier 86	Créer des garderies d'enfants sur tous les lieux d'emploi.	Ministère de la Cons. et de l'emploi.	Pour 1999 tous les services gouvernementaux devraient disposer de garderie d'enfants.	Ministère du travail et la Planification de la main-d'oeuvre du Bien-être social et le ministère du Développement communautaire.	
Déc. 99					
Janvier 86	Assurer le logement dans les zones urbaines et rurales.	Ministère de la Construction.	Pour l'an 2000 le logement pour tous devrait être assuré.	Donateurs.	
Déc. 99					
Jan 86	Assurer des facilités pour les loisirs pour tous les plans d'urbanisation dans les zones urbaines et rurales.	Ministère de la Construction.	Pour l'an 2000 tous les centres de logement devraient disposer de facilités de récréations.	Autorité locales.	
Déc. 99					
Janvier 86	Consultation des femmes pendant les stages de planification des établissements, des logements.	Ministère de la Construction.	Pour cette période tous les plans de logement doivent inclure les femmes.	Utilisation de structures existantes.	
Déc. 87					
Jan. 86	Formation pour davantage de femmes techniciennes.	Ministère de la Construction et l'autorité de l'apprentissage	Pour 1990 les femmes doivent constituer 30 % de tous les Apprentis.	Utilisation de structures existantes.	
Déc. 90					

Période	Programme/Projet	Agence d'exécution	Objectif/Résultat	Ressources nécessaires	Remarques
Janvier 86 Déc. 86	Formation de groupes de travail sur les femmes, l'agriculture et l'environnement.	Ministère des Terres de l'Agriculture	Exploitation de données sur les femmes dans ce secteur.	Représentants des différents ministères.	Une grande des informa sur les fem n'existe p groupe de t doit les c
Janvier 86 Déc. 87	Formation des animatrices sur les femmes et le développement.	Ministère de l'Agriculture (Agritex) Les centres de formation-Ministère des Ressources naturelles et du Tourisme.	Créer une équipe d'animateurs sensibles aux besoins des femmes.		Cela permet animateurs dre en con les besoin femmes au r la planifi de l'exéc programmes
Janvier 86 Déc. 87	Formation en matière d'élaboration et d'évaluation des projets.	Ministère de l'Agriculture.	S'assurer de ce qu'il y a davantage de projet génératrice de revenus effectifs.	Usage des structures existantes	La plupart vités génér de revenus éuisant pa vus mais a le travail
Janvier 86 Déc. 86	Recherche sur la production à travers l'analyse de la production.	Les services de la Recherche et les services spéciaux du ministère de l'Agriculture.	Connaissance de marchés potentiels par produit.	Service des IDS et les départements de la Science, de l'Alimentation.	Pour perme de connaît marché pot leurs prod
Janvier 86 Déc. 87	S'assurer de ce que les femmes ont des droits dans les exercices de la Reforme agraire.	Ministère de l'Agriculture.	Les femmes auront droit à la terre.	Le comité de la la Reforme agraire déjà existant.	

## MINISTÈRE DE LA JUSTICE DES AFFAIRES LÉGALES ET PARLEMENTAIRE

Période	Programme/Projet	Agence d'Exécution	Objectif/Resultat	Ressources Requises	Remarques
Jan. 86 Dec. 90	Instruire le Public de la Constitution du Zimbabwe	Ministère de la Justice des Aff. parlementaires et légales	Pour 1990 tous les citoyens devant connaître la constitution	Utiliser les structures existantes	La construction devra traduite pour permettre citoyens de la comprendre. C'est contre note prin socialiste que de faire la constitution une affaire d'élite.
Jan. 86 Dec. 90	Compagne d'éducation massive pour faire connaître les nouvelles lois du public	Ministère de la Justice, des Affaires parlementaires et légales	En 1990 tous les citoyens devrait être informés des lois adaptées et en avoir une compréhension correcte	Utilisation de structures existantes	Peu d'efforts ont été jusqu'à présent dans ce domaine
Jan 86	Rechercher des voies et moyens d'amendement du droit coutumier	"	Pour la fin de l'année toutes les autorités VIDCOS et MADCOS devront être consultées	"	Il est indispensable d' consulter le peuple avant l'institution de nouvelles lois
Jan. 86 Dec. 90	Mise en application des lois faisant disparaître la discrimination à l'encontre des femmes	Ministère de la Justice des Affaires parlementaires et légales	Lois relatives au mariage, à la propriété des terres, à l'appropriation des Biens, à la tutelle et à la garde lorsque les décès sont enregistrés au Parlement	"	La suppression des discriminations sur la base sexuelles est attendue depuis for longtemps
Jan. 86	Nomination de plus des femmes juges	Ministère de la Justice	En 1990 20% des juges et magistrats devront être des femmes	Utilisation de Structures existantes et une formation plus poussée si nécessaire	

(suite)

Période	Programme/Projet	Agence d'Exécution	Objectif/Résultat	Ressources Requises	Remarques
Jan. 86	a) Inclure la violence à l'encontre des femmes dans tous les programmes de formation		Cela va permettre de réduire l'apathie en vigueur chez les hauts responsables de la cours au sujet des crimes commis à l'encontre des femmes par exemple les raports et la violence familiale	Utilisation des structures existantes	Les femmes hésitent à plaindre des violence des crimes pour éviter l'embarras et le riddi devant la Cours
Dec. 86	b) Recrutement de beaucoup plus de femme à la Cours d'Appel	Ministère de la Justice des Affaires parlementaires et légales			

Période	Programme/Projet	Agence d'Exécution	Objectifs/Résultats	Ressources requises	Remarques
Jan. 86 Dec. 86	Etude sur la participation des femmes au syndcats	Ministère du Travail et de la Planification	Information sur le statut des femmes dans les syndicats doit être disponible	Structures existantes et sources de financement	
Jan. 87 Dec. 87	Formation des femmes en matière de syndicalisme	Ministère du Travail et de la Planification	Augmenter la participation des femmes de manière significative	Structures existantes	
Jan. 86 Dec. 89	Evaluer la possibilité d'installer des crèches sur les lieux de travail et exécution du programme dans le secteur public	Ministère du Travail et de la Planification	Création de plus de possibilités de formation pour les femmes	Utilisation de structures existantes	
Jan. 86 Dec. 89	Examiner et exécuter des schémas de coeurs pour l'éducation et la formation technique des femmes	Ministère du Travail et de la Planification	Création de plus de possibilités de formation pour les femmes	Structures existantes	A partir des incitations du BIT
Jan. 86 Dec. 87	Éliminer le harcèlement sexuel dans l'emploi	Ministère du Travail et de la Planification	Élimination du harcèlement sexuel	Structures existantes pour des relations	Ce sujet est comme très important
Jan. 86 Dec. 86	Définir des objectifs pour la formation des femmes dans le domaine des relations industrielles	Ministère du Travail et de la Planification	Au moins 40% des fonctionnaires chargées des relations industrielles devront être des femmes pour 1990	Utilisation des structures existantes	

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE - DU MAIN D'OEUVRE  
(suite)

CEN/ATNCA/87/13

Période	Programme/Projet	Agence d'Exécution	Objectif/Résultat	Ressources Requises	Remarques
Jan. 86	Introduire des textes législatifs pour	Ministère du Travail et de la Planification	Pour Dec. 1987 toutes les annonces définies sur base sexuelle doivent être banis	Utilisation de structures existantes	
Dec. 86	déclarer illégal les annonces de vacances comportant la discrimination sexuelle				
Jan. 86	Introduire un programme planifié pour l'emploi des femmes dans les secteurs privé et public	Ministère du Travail et de la Planification	Il devrait y avoir une augmentation des possibilités d'emploi pour tous les secteurs	Utilisation des structures existantes	

MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE  
(suite)

04/11/86/07/01

Période	Programme/Projet	Agence d'Exécution	Objectif/Résultats	Ressources Requises	Remarques
Jan. 86	Suppression de la discrimination et mise en place de services permettant aux femmes d'avoir accès aux possibilités économiques	Ministère du Travail et Bien être Social et autorités locales	Pour donner aux femmes un pouvoir économique et améliorer la situation des femmes pauvres des milieux urbains	Usage des services existants	
Dec. 89					
Jan. 86	Ratification de la déclaration de 1974 sur la protection femmes et des enfants dans les situations d'urgence et de conflit armé	Ministère du Travail et Bien être Social	Assurer aux femmes et aux enfants une protection dans les cas d'urgence et de conflit armé	Le Ministère des Affaires étrangères doit signer au nom du gouvernement	
Dec. 86					
Jan. 86	Etudier le Plan d'Action de Vienne sur le vieillissement et concevoir des programmes appropriés	Bien être Social	Assurer la participation des personnes âgées à la vie sociale et au développement	Usage des structures existantes	
Dec. 86					
Jan. 86	Accorder un traitement préférentiel aux personnes âgées	Bien être Social	S'assurer de ce que les personnes âgées ont un appui dans la société	Usage de structures existantes	Beaucoup de chaines magasins et de coiffeurs ont cette facilité l'on doit étaler aux groupes africains sérieusement affectés
Dec. 86					
Jan. 86	Assurer le logement pour les personnes âgées	Bien être Social	Pour 1990 il faudrait dans chaque province au moins une maison pour les personnes âgées	Usage des structures existantes	L'Etat devrait partir au fournissement de logements pour les personnes et ne laisser cela charge des organisations pour le Bien être
Dec. 90					



Période	Programme/Projet	Agence d'Exécution	Objectifs/Résultats	Ressources Requises	Remarques
Jan. 86	Développer des programmes pour étendre les efforts de l'Année internationale de la Jeunesse	Bien être Social Ministère de la Jeunesse, du Sport et de la Culture	Des programmes concrets devront être conçus pour les jeunes femmes	Usage des structures existantes	
Dec. 86	Construction des maisons de transit pour les femmes violentes	Bien être Social	Pour la fin de la période du plan, il faudrait mettre un projet en place	Usage de structures existantes et sources de financement	La collaboration au Ministère du développement communautaire la condition féminine est indispensable à ce programme
Jan. 86	Ratification de la Convention des Nations Unies pour la suppression du trafic des personnes et l'exploitation de la prostitution de 1982.	Bien être Social	Des programmes pour une réhabilitation des prostituées devront être conçus	Usage des structures existantes	
Dec. 86	Concevoir des programmes de réhabilitation adaptés				
Jan. 86	Reconnaître les femmes comme chef de famille dans les cas où elles ont seulement la charge de la famille	Bien être Social	Les femmes chefs de famille doivent être traités sur le même pied d'égalité que leur homologues hommes	Usage des structures existantes	
Jan. 86	Adaptation de la déclaration sur les personnes handicapées 1975/12 et le programme mondial concernant les personnes handicapées	Bien être Social	Il faudrait concevoir des programmes concrets de réhabilitation pour les femmes handicapées	Usage des structures existantes	Etant donné l'absence de représentation du Ministère il n'a pas été possible de savoir si la Convention avait été présentée et si la Convention avait été ratifiée

MINISTÈRE DU TRAVAIL DU BIEN ÊTRE (suite)

Période	Programme/projet	Agence d'exécution	Objectif/Résultat	Ressources requises	Remarques
Janvier 86 Déc. 87	Assurer davantage de possibilités et de protection aux femmes et aux enfants réfugiés.	Bien être social	Intégration des réfugiés dans la société d'accueil.	Usage des ressources existantes	Le programme déjà en cours d'exécution
Janvier 86 Déc. 88	Etude sur les migrantes.	Bien être social	Procurer davantage de possibilités à la femme migrante.	Usage des structures existantes	Peu d'infrastructures existent situation migrantes
Janvier 88 Déc. 88	Conception de programmes de développement pour les femmes indigènes dans des zones telles que Binga.	Bien être social	Intégration des femmes marginalisées dans les programmes de développement national.	Usage de structures existantes.	

Période	Programme/Projet	Agence d'Exécution	Objectifs/Résultats	Ressources Requises	Remarques
Jan. 86	Réserver des sièges pour les mères accompagnées	Ministère des Transports	Pour l'an 2000 tous les moyens de transport devraient avoir de telles dispositions	Usage des structures existantes	Il y a déjà des si
Dec. 89	d'enfants et les femmes enceintes dans les moyens de transport public				réservées aux pers handicapées dans certains bus cela être étendu aux fe
Jan. 86	Stabiliser les femmes pour	Ministère des Transports	Augmenter la participation des femmes dans l'industrie du transport	Assurer des facilités de crédit aux femmes	
Dec. 89	qu'elles deviennent des opératrices dans les transports				

REFERENCES

DOCUMENTATION GENERALE :

- 1 - Stratégies prospectives d'Arusha - Nations Unies/Addis Abeba CEA 1985
- 2 - Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme. Nations Unies 1986.

CARFF/CEA Manuel d'information sur les mécanismes nationaux d'intégration de la femme au développement - Nations Unies/CEA Addis Abeba 1986.

- 3 - Commonwealth Secrétariat : Ladies in Limbo 1984
- 4 - Andrée Michel : "Non aux Stéréotypes" UNESCO 1986 PARIS.
- 5 - Vinifred - Weekes - VAGLIANI : "L'intégration des femmes dans les projets de développement" OCDE 1986.
- 6 - Monde - en développement N° 40 Villes et campagnes problèmes du Monde en Développement 1982.
- 7 - SIDA The Peripheral Center.
- 8 - Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social : Planification et administration sociale en Afrique - Problèmes et Méthode - Serie Formation N° 2 1983.

ETHIOPIE

REWA Women in Ethiopia Addis Abeba 1982

REWA Ethiopia : Women in Revolution Addis 1984

Nations Unies : Etude socio-économique CEA 1986.

KEBEBEN DAKA/HIRUT TEREFF : Report on An Assessment of Women in Development Through Co-operatives in Ethiopia. Document ronéo typé 26 - juin - 2 juillet 1983 Awassa 75 pages.

REWA Report on "The role of National Machineries in the Mobilization Funds for the implementation of project. 14 pages ronéo.

ZIMBABWE

- Zimbabwe : First Five Year National Development Plan 1986-1990  
Vol I 1986.
- SADCC report on member States Workshop on Women and Development  
Harare juin 1986 doc. ronéo
- Zimbabwe : UNICEF : Zimbabwe report on the UN Decade for Women 42 pages  
- UNICEF : Report on the situation of Women in Zimbabwe  
février 1986
- UNESCO : Report on Women in Construction and reconstruction  
in post independant Zimbabwe 19-22 novembre 1985  
42 pages
- UNFPA : Report on Women's Organization in Zimbabwe July 1985.
- GAMBIE - KAMLA Nath : "National Machineries for integration of Women  
in development" a Strategies the Gambia African  
Center 1985. Doc. ronéo 18 pages.

## LISTE DE PERSONNES RENCONTREES

### I. Personnes rencontrées en Ethiopie lors de la rencontre avec REWA (Revolutionary Ethiopian Womens Association)

1. Comrade Negat Mengesha : Foreign Relations Officer
2. Comrade Asefash Beyene : Inspection (Control) Committee member
3. Comrade Masresha Tefere : Public Relations Officer

### II. Personnes rencontrées au Zimbabwe

1. Mme Makwavarra Permanent Secretary of the Ministry of Community Development and Women's Affairs - Harare.
2. Mme Kachingwe (Deputy Secretary for Womens Affairs.
3. Mme Dikita : Ministry of Community Development and Women's Affairs - Harare.
4. Mme Chitiga : Chief Women Organisations Section in Ministry of Community Development - Harare.
5. Mme Tsuro : Chief International Organization in Ministry of Community Development and Women's Affairs - Harare.
6. Mme Tichagwa : Chief Planning Section Ministry Community Development - Harare.
7. Mme Ruzvidzo : Chief Project Section Ministry Community Development - Harare.
8. Mme Massundah : Chief Section Community Development - Harare.
9. Chikwinya : Chief Research Section Community Development - Harare.
10. Mme Chiganze : Chief Legal and Equal Opportunities Section Ministry Community Development - Harare.
11. Mme Chada/Mugedeza Pre-school Section of Ministry of Community Development and Women's Affairs.

III Services et Organisations visités

1. Ministère du Plan Service de la Statistique - Harare
2. Ministère du Plan Direction de la Planification - Harare.
3. FAO - Harare.
4. PNUD - Harare.
5. UNICEF - Harare.